

مركز النشر

Initiatives : 11 pages d'offres d'emplois



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15064 - 7 F

MERCREDI 23 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que M. Delors propose un plan pour le « renouveau économique »

Les Douze sont divisés sur la relance de l'emploi et l'avenir de la protection sociale

L'Europe du chômage

FACE au chômage, le constat est alarmant ces derniers mois. Il ne fait que mieux révéler, tout à la fois, une fragilité spécifique du continent et les limites d'une construction communautaire qui, pour l'heure, demeure essentiellement économique. C'est, dans ces conditions, l'exposé « personnels » de Jacques Delors devant la 49^e session européenne réunie à Copenhague qui a donné le sentiment de ne pas être à la hauteur des enjeux n'a rien d'étonnant. Au-delà des mesures proposées, il manque toujours une vraie politique communautaire qui serait doublée d'un projet social collectif.

En chiffres, les conséquences de l'accélération de la crise sont accablantes. A la fin du mois d'avril, selon Eurostat, l'office statistique de la CEE, le chômage touchait 10,4 % de la population active, soit plus de 17,5 millions de personnes, au total, dans les douze États membres. Selon certaines prévisions, le taux pourrait être de 12 % à la fin de l'année, avec 20 millions de demandeurs d'emploi. Il y a un an, le niveau était déjà de 9,2 %.

TROIS pays se situent au-dessus du seuil des 3 millions de chômeurs : la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Deux autres atteignent, en pourcentage, des sommets : l'Espagne, avec 20,9 %, et l'Irlande, avec 18,4 %. Partout, sauf en Grande-Bretagne, depuis peu, le chômage s'accroît. Y compris dans la partie occidentale de l'Allemagne.

L'entrée dans une période de récession a mis en évidence les faiblesses de l'Europe, globalement. Alors que les systèmes de protection sociale y sont relativement développés, elle est soumise à une concurrence internationale illustrée par les délocalisations. A cause de ses rigidités, elle crée moins d'emplois (8,8 millions de 1970 à 1990), que ses rivaux industriels, les États-Unis (28,8 millions) ou le Japon (11,7 millions). La compétitivité des entreprises se voit en baisse et, ainsi que le souligne Jacques Delors, les derniers progrès techniques y sont désormais « destructeurs d'emplois ».

CONÇU comme un grand marché unique, l'édifice européen s'en trouve ébranlé. Ce n'est pas un hasard si des voix, en France ou ailleurs, mais ni en Grande-Bretagne ni en Allemagne, commencent à s'élever pour contester des orientations jugées dangereuses à terme. C'est aussi pourquoi, dans son discours, M. Delors a répliqué en excluant la tentation du protectionnisme mais, également, en souhaitant donner une dimension sociale aux négociations commerciales du GATT.

En raison de la conjoncture, les oppositions entre deux tendances à l'œuvre au sein de la Communauté se manifestent davantage. Il y a bien, d'un côté, l'option libérale, logiquement représentée par John Major, qui a, une fois de plus, fustigé le coût du travail et ses contraintes. De l'autre, en partie exprimée par Édouard Balladur, se forge peu à peu l'opinion d'une réplique commune et donc d'une réglementation.

Faute de pouvoir choisir, le président de la Commission en était réduit à préconiser des remèdes sans effets réels sur le mal. L'absence d'une authentique Europe sociale, tenant compte de la concurrence internationale et d'une nécessaire redistribution des revenus, se fait cruellement sentir.

Au conseil européen de Copenhague, mardi 22 juin, les Douze n'ont pas fait la même analyse sur les remèdes à apporter au chômage. La Grande-Bretagne et le Danemark se sont opposés à propos de la protection sociale. Le président de la Commission, Jacques Delors, a proposé un projet en huit points pour le « renouveau économique » de l'Europe. Au sujet de l'ex-You-

goslavie, le conseil européen « a décidé de répondre positivement à la demande en hommes et en argent adressée par le secrétaire des Nations unies » pour permettre l'application rapide des résolutions de l'ONU sur les zones de sécurité en Bosnie. Il a demandé « instamment aux États membres de répondre à cette requête dans la limite de leurs responsabilités ».



Lire les articles de nos envoyés spéciaux PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN, pages 3 et 4

Fragilités marocaines

I. - « La grande fête démocratique »

Quelque 11,5 millions de Marocains sont appelés, vendredi 25 juin, à choisir les deux tiers de la Chambre des représentants, le dernier étant au suffrage indirect par divers collèges professionnels. Le précédent Parlement avait été élu le 14 septembre 1984 et son mandat prolongé en raison, notamment de la question du Sahara occidental. L'istijal et l'Union socialiste des forces populaires, les deux principales formations de l'opposition, présentent une « liste unitaire ».

RABAT
de notre envoyé spécial
Des « épinglettes » et des portecartes à l'effigie de Noubir Amaoui. Condamné, le 28 janvier dernier, à deux ans de prison ferme, pour propos « injurieux » envers les membres du gouvernement, cet agitateur, à la fois secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), est devenu la mascotte des avocats les plus impatients d'un vrai changement. « Il a été le premier à oser demander publique-

ment une réévaluation des prérogatives royales », souligne un jeune militant, qui, au-delà des péripéties électorales du moment, guette l'arrivée du « printemps marocain ».
M. Amaoui a dit peut-être juste, mais ses propos intempestifs ont dérangé toute la classe politique, y compris beaucoup de ceux qui réclament sa libération. Réactions d'autodéfense de ceux qui, par divers biais, profitent du système. Réactions de prudence aussi de ceux qui mesurent les pesanteurs de la société marocaine.
JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 5

Un avis du Comité national d'éthique

Le dépistage systématique du mongolisme est réprouvé

Le Comité consultatif national d'éthique a rendu publics, mardi 22 juin, deux avis. Le premier s'oppose à la mise en œuvre, en France, d'un programme visant à instaurer un dépistage de masse, systématique, de la trisomie 21 (mongolisme), car cette pratique serait « contraire à toute éthique ». Le deuxième avis est favorable à un élargissement du champ d'application des thérapies géniques, mais à certaines conditions.

par Franck Nouchi

Comment ne pas éprouver une sensation de vertige devant les extraordinaires avancées de la recherche sur le génome ? A l'heure où tout semble possible, y compris la tentation d'un improbable meilleur des mondes, comment concilier la liberté de chercher et la nécessaire sauvegarde de l'espèce humaine ? On se situe la frontière entre le normal et l'anormal, qu'il convient sinon de faire disparaître, du moins de corriger ? Qui doit, qui peut décider d'une telle frontière ?

En s'opposant à la mise en œuvre d'un dépistage prénatal systématique de la trisomie 21, le Comité national d'éthique a voulu, à la fois, rappeler un principe éthique essentiel - la pro-

grammation d'une amniocentèse pour toutes les grossesses serait tout à la fois « illusoire et inacceptable », supposant « des mesures autoritaires contraires à toute éthique » - et prendre date. De la même manière, en décidant d'élargir le champ des thérapies géniques somatiques, il a en même temps tenu à poser des garde-fous en ce qui concerne les thérapies géniques germinales, intéressant non plus les cellules somatiques, non transmissibles, de l'organisme, mais les cellules reproductrices (spermatozoïdes et ovocytes), héréditairement transmises.

Sur ce dernier point, l'argumentation du Comité d'éthique vaut qu'on s'y arrête.

Lire la suite et nos informations pages 12 et 17

Bosnie : le président Izetbegovic est remplacé par un Croate

Franjo Boras, un Croate, doit remplacer Alija Izetbegovic (Musulman) à la tête de la présidence collégiale bosniaque pour mener, pendant un mois, les négociations de paix, a annoncé, mardi 22 juin, Fikret Abdic, un des membres de cette instance. La décision a été prise par la plupart des dix personnes qui forment cet exécutif regroupant des Musulmans, des Croates et des Serbes non sécessionnistes. Outre M. Izetbegovic, seul Edin Dzeko, vice-président, s'y est opposé. M. Abdic, artisan de l'élection, pour le moment provisoire, de M. Izetbegovic a précisé qu'il avait refusé d'être désigné à la place de ce dernier.

page 3

Algérie : assassinat d'un sociologue proche du pouvoir

M'hamed Boukhobza, sociologue, a été assassiné, mardi 22 juin, à son domicile, dans le centre d'Alger. Il venait d'être désigné à la tête de l'Institut national d'études stratégiques globales, en remplacement de Djilali Lyabès, ancien ministre, lui aussi assassiné en mars dernier. M'hamed Boukhobza était membre du Conseil consultatif national qui fait office de Parlement.

Le sommaire complet se trouve page 30

Pékin courtise l'olympisme

Le régime chinois voudrait redorer son blason en organisant les Jeux de l'an 2000

PÉKIN

de notre correspondant
La propagande elle-même dénonce son propre propos : « Une Chine plus ouverte attend les Jeux olympiques de l'an 2000 ». Ce slogan est répété en anglais, partout dans Pékin, ou peu à la façon dont la ville était baignée, voici un quart de siècle, d'endorsements de la révolution culturelle de Mao Zedong. Il n'y a pas, dans la municipalité, une seule affiche qui dirait, par exemple : Tel groupe de citoyens s'oppose à la candidature de Pékin aux Jeux olympiques de l'an 2000. Et pourquoi ? Pas tant que cela. Les auteurs d'une telle affirmation se retrouveraient aussitôt en prison.

L'expression insistante, voire obsédante, de la candidature de Pékin aux derniers Jeux du vingtième siècle a été en fait que le dernier avatar de la forme unique de communication que connaît le pouvoir totalitaire chinois : le matraquage idéologique perma-

oent. « Un milliard de cœurs chaleureux souhaitent la bienvenue au monde », lit-on sur un grand placard bordant la route de l'aéroport. Il n'y a pas de place, au sein de ce milliard, pour quelques cœurs tout aussi chaleureux qui conseilleraient au monde d'y regarder à deux fois avant d'attribuer à la dernière grande dictature de la planète une fête symbolisant, plus que jamais, le futur.

Pourtant, dans leur expression même, les choses sont évidentes. Si le maître-mot affirme implicitement, dans sa traduction anglaise, que la Chine va continuer à s'ouvrir, son texte en chinois, lui, n'évoque qu'une « Chine ouverte », et non pas « plus ouverte ». Traduction : elle l'est bien assez comme cela, aux yeux du régime.

Depuis des mois, la machine de propagande s'est mise en marche pour convaincre les hommes qui décideront du site des Jeux que, devant un tel effort

de la part du peuple le plus nombreux du monde, la communauté sportive internationale ne peut reculer. Chaque publication officielle y va de sa prose. Pékin « vit dans le futur à cent à l'heure ». Les travaux herculéens en cours, qui finissent de la défigurer, l'auraient porté « dans le peloton des métropoles modernes ». Son histoire - argumentaire culturel - « remonte à l'époque du sinanthrope, il y a 700 000 ans ».

Et puis il y a les arguments politiques. Tout en voulant un culte nouveau à l'idéal olympique - jadis honori par les maoïstes pour son apolitisme de façade - Pékin ne manque pas d'y recourir. L'uo veut que l'Asie ait été sous-représentée jusqu'à présent dans l'organisation des JO, l'autre que cet honneur revienne « de droit » au pays qui abrite 22 % de la population mondiale.

FRANCIS DERON
Lire la suite page 14

MANIÈRE DE VOIR numéro 18

Un trimestriel publié par **LE MONDE** diplomatique

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCONOMIE GLOBALE

- Ces « élites » qui règnent sur des masses de chômeurs, par Claude Julien.
- Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets, par André Gorz.
- Le social à la remorque de l'Acte unique, par Bernard Cassen.
- Une même logique inégalitaire sur toute la planète, par Riccardo Petrella.
- Mutation technologique, stagnation de la pensée, par Jacques Robin.
- Sur les voies du partage du travail, par René Passet.
- Être citoyen dans l'entreprise, par Philippe Lorino.
- Bâtir la civilisation du temps libéré, par André Gorz.
- De la fusion à la fission, par Jacques Decornoy.

En vente chez votre marchand de journaux - 42 F

AL'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 150 PTE ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مركز العمل

Maîtrise des Dépenses de Santé

**DES DERAPAGES
DANS LES TRANSPORTS
SANITAIRES,
LA SECU EST PASSEE
A L'ACTE.**



Notre Sécurité Sociale repose sur la solidarité, et l'Assurance Maladie permet à tous de bien se soigner. Mais aujourd'hui, la progression non maîtrisée des dépenses de santé la met en danger. Certes, ce dérapage est loin d'être la seule cause du déficit, et c'est pourquoi une clarification des comptes est aussi indispensable. Cependant, on ne peut supporter davantage une progression des dépenses de santé qui, depuis 10 ans, est le double de celle des autres pays européens. Enrayer cette dérive est impératif. Chaque jour tout le réseau de l'Assurance Maladie s'y emploie. Il a aussi besoin de vous.

C'est vrai. Le transport en ambulance ou en véhicule sanitaire léger, c'est une sécurité et un confort. Mais trop souvent, il ne s'agit pas d'une nécessité. La Sécu c'est bien ! Mais une progression moyenne de 19 % des dépenses entre 1990 et 1991 en transports souvent injustifiés, c'était trop ! Aussi la Sécu est passée à l'acte. En négociant avec les professionnels, elle a pu, sans pénaliser ni les patients, ni les transporteurs, ramener cette évolution à 8,9%. Ainsi une économie de 425 millions de francs par an a déjà été réalisée. C'est un exemple. Il ne s'agit pas de rationner mais de maîtriser, secteur par secteur, les dépenses de santé. Car l'enjeu, c'est de préserver le droit aux soins pour tous.



Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
des Travailleurs Salariés sécurité sociale

*En rythme annuel constant sur les quatre premières années.

MAÎTRISER LES DÉPENSES DE SANTÉ, C'EST MIEUX GÉRER VOTRE ARGENT.

RESSOURCES

VOYAGEURS DU MONDE S'ENGAGE.

Voyager, c'est aimer. Aimer les pays que l'on visite, les êtres que l'on rencontre, la nature, les cultures. Mais on ne peut aimer sans connaître. Voyageurs du Monde, organisateur de



voyages, a pour vocation première de faire connaître, aimer, les pays où il organise des voyages. Depuis sa création, Voyageurs du Monde s'engage chaque jour à remplir cette mission d'information, à faire partager le plus largement possible ses connaissances avec les amoureux du voyage, pour que se noue entre eux et le monde, une meilleure compréhension.

Créé en 1979, Voyageurs du Monde s'est développé sur un mode cellulaire : chaque unité appelée "Voyageurs" est constituée de français passionnés par le pays qu'ils ont mission d'aider à découvrir et de collaborateurs originaires de ces mêmes pays.

En 14 ans, 12 "Voyageurs" ont vu le jour. Ce sont à la fois des centres d'information, d'animation et de ventes de voyages (vois réguliers à prix charter, circuits de découverte, voyage à la carte).



VOYAGEURS DU MONDE ENGAGE.

Pour tenir ses engagements, pour remplir toujours mieux sa mission, Voyageurs du Monde s'entoure de spécialistes qui s'engagent avec lui, passionnés par un pays ou une région du monde. Mais être passionné ne suffit pas : pour transmettre un savoir, il faut aussi être passionnant. C'est pourquoi Voyageurs du Monde demande à ceux qu'il engage d'ajouter à leurs connaissances la maîtrise et la passion de la transmission de l'information, de l'expression écrite et orale. Quatre et cinq mois de formation rémunérée, sanctionnée par un diplôme reconnu, les forment à ces techniques. Ainsi, ils peuvent tenir chaque jour les engagements de Voyageurs du Monde.



30 CANDIDATS SERONT RETENUS.

Les contrats proposés sont des contrats de qualification ouverts aux moins de 26 ans. Deux types de postes sont à pourvoir :

- Responsable de l'information et de la vente : niveau Bac + 2 minimum, vous connaissez bien l'une de ces régions : le sud de l'Afrique, l'est de l'Afrique, les Caraïbes, l'Australie, la Scandinavie, l'Espagne et le Portugal, les Pays de l'Est, la Russie, le Maghreb, les pays méditerranéens (Grèce, Turquie...). En plus du français et de l'anglais, vous en parlez la langue.
- Responsable du suivi administratif et de la réception d'appels : niveau bac, vous avez une expérience du voyage et une solide culture géographique.

Envoyer CV + lettre manuscrite à Voyageurs du Monde. Sandrine Bot, service recrutement, 12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

lopte le projet de loi
apprentissage

SCIENCE
Stage intensif d'été
Chaque jour de stage
un thème (physique, chimie, biologie, géologie, informatique, langues vivantes, etc.)
ipésup
Institut de Préparation Supérieure
12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris
01 47 78 10 10

St. Thibault

هكزامن النشل

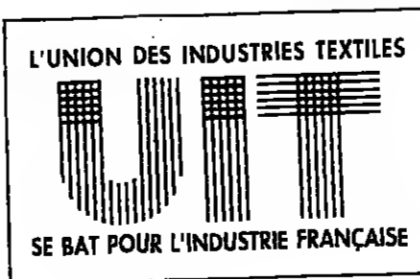
• Le Monde • Mercredi 23 juin 1993 • 11

LE TEXTILE N'EST PAS SEUL

L'agriculture
et l'ensemble
des industries françaises
réclament
la renégociation
des accords du GATT.

Vont-ils
enfin comprendre
à Bruxelles ?

Demandez-nous au (16-1) 47 56 31 00 le document : Actualisation de la position du CNPF sur l'Uruguay Round.



Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

C.F.P.A.
CEPES

ENVIRONNEMENT

Les automobiles au
requis des cham
en matière de pol

La norme de l'Europe
pour les automobiles
est de 150 grammes
de CO₂ par litre et
par kilomètre. C'est
un objectif ambitieux
qui nécessite des
technologies de pointe.
Peugeot a développé
une technologie 100%
Peugeot. Car pour elle,
comme pour toutes ses
sœurs, rien n'est jamais
trop beau ; elles
bénéficient aussi bien
des dernières innovations
techniques que d'une
qualité de conception et
de fabrication parfaitement
optimisée, assurant ainsi
une fiabilité de haut niveau.
Alors ne vous étonnez pas si
la Peugeot 905 dédie cette victoire
à tous ceux qui roulent et
qui rouleront en Peugeot...
Après tout, c'est un peu la leur.

La norme
de l'Europe

La norme de l'Europe pour les automobiles est de 150 grammes de CO₂ par litre et par kilomètre. C'est un objectif ambitieux qui nécessite des technologies de pointe. Peugeot a développé une technologie 100% Peugeot. Car pour elle, comme pour toutes ses sœurs, rien n'est jamais trop beau ; elles bénéficient aussi bien des dernières innovations techniques que d'une qualité de conception et de fabrication parfaitement optimisée, assurant ainsi une fiabilité de haut niveau. Alors ne vous étonnez pas si la Peugeot 905 dédie cette victoire à tous ceux qui roulent et qui rouleront en Peugeot... Après tout, c'est un peu la leur.

La norme de l'Europe pour les automobiles est de 150 grammes de CO₂ par litre et par kilomètre. C'est un objectif ambitieux qui nécessite des technologies de pointe. Peugeot a développé une technologie 100% Peugeot. Car pour elle, comme pour toutes ses sœurs, rien n'est jamais trop beau ; elles bénéficient aussi bien des dernières innovations techniques que d'une qualité de conception et de fabrication parfaitement optimisée, assurant ainsi une fiabilité de haut niveau. Alors ne vous étonnez pas si la Peugeot 905 dédie cette victoire à tous ceux qui roulent et qui rouleront en Peugeot... Après tout, c'est un peu la leur.

CALIFORNIA
FLORIDE

PEUGEOT, 1^{er}, 2^e et 3^e aux 24 heures du Mans 93.



Ce sont les filles qui vont être contentes!



Pour la deuxième année consécutive, Peugeot remporte les 24 heures du Mans. Cette nouvelle victoire, la 905 la doit à

une technologie de pointe, une technologie 100% Peugeot. Car pour elle, comme pour



toutes ses sœurs (qui portent



de charmants prénoms tels que 106, 205, 306, 405, ou bien 605)



rien n'est jamais trop beau ; elles bénéficient aussi bien

des dernières innovations techniques que d'une

qualité de conception et de fabrication parfaitement optimisée, assurant ainsi une fiabilité de haut niveau. Alors ne vous étonnez pas si

la Peugeot 905 dédie cette victoire



à tous ceux qui roulent et qui rouleront en Peugeot... Après tout, c'est un peu la leur.

Avec le concours de :
Esso, Michelin, AIS l'esprit sécurité, Bilstein, Boissier Reception, Compagnie de Californie,
Dassault, Facom, Gelfo, IBM, Magneti Marelli, Mondial Assistance, SKF, Speedline, Timberland.



Vous le vouliez. Vous le pouvez.
 Désormais avec les PC de Digital,
 vous avez le pouvoir de dépasser
 les limites de performances normales
 pour un PC. Du DEC 433dx LP,
 concentré de puissance, plébiscité
 par les tests aux USA, au révolutionnaire
 PC Alpha AXP, capable de rivaliser
 avec une station de travail, chacune
 de nos solutions PC est conçue
 pour relever tous les défis de votre
 imagination. Et comme tous les PC
 de Digital disposent de la même
 architecture ouverte, ils vous
 garantissent en plus la compatibilité
 et l'évolutivité indispensables
 à l'envol de vos performances.
 Des maintenant et pour longtemps.
 Imaginez... vous visez haut, très haut
 et vous voilà en train d'atteindre
 les sommets. Les équipes de Digital
 sont prêtes à vous y accompagner.
 Appelez-nous au (1) 44 24 24 24.

DECpc
 433dx LP/33MHz

L'IMAGINATION VOUS RESSIT

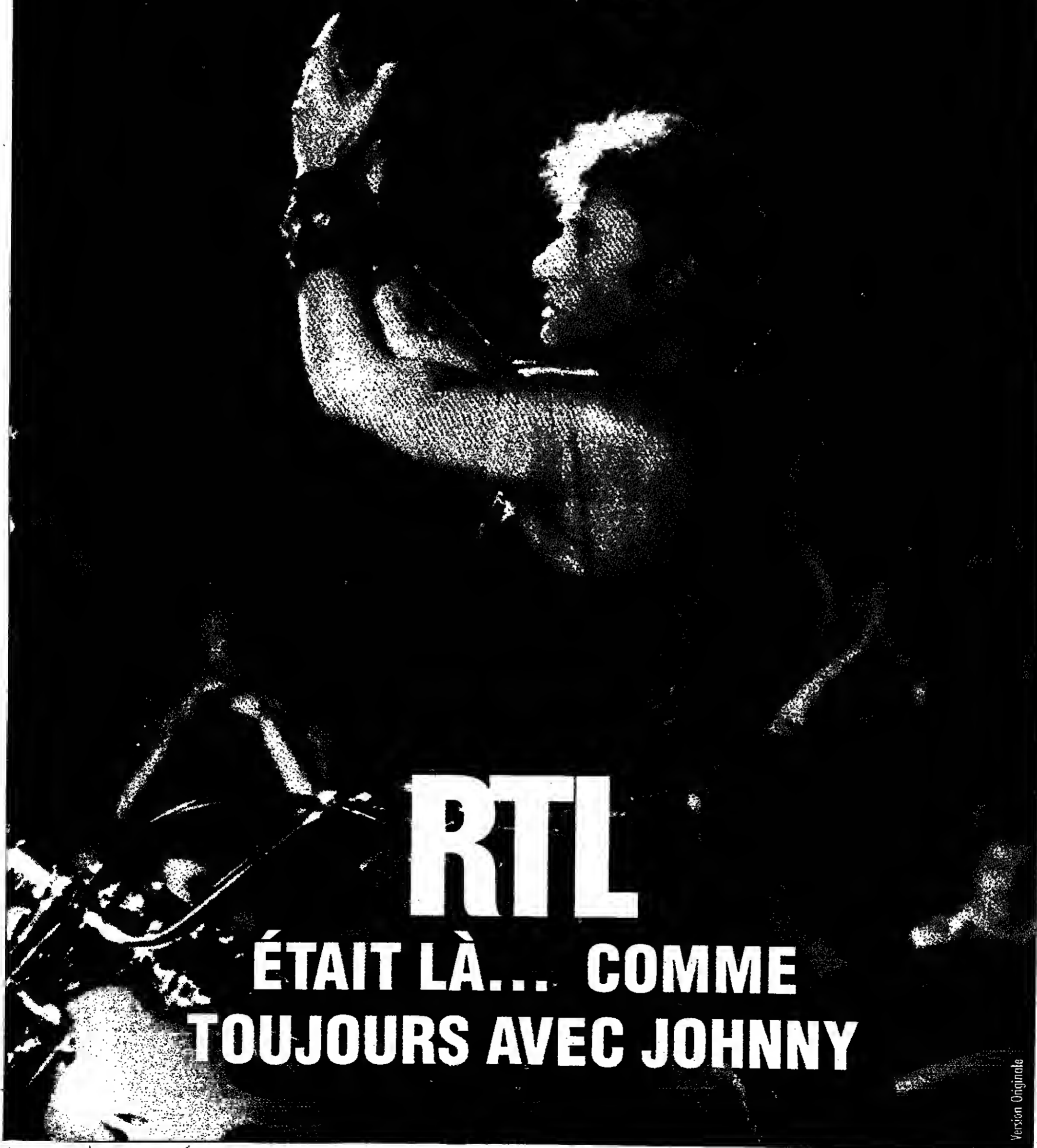
e t si vous mettiez la barre encore plus haut. **digital**

هكذا من الجمل

16 Le Monde • Mercredi 23 juin 1993 •

DU JAMAIS VU !

ILS ÉTAIENT 180 000 AU PARC



RTL

ÉTAIT LÀ... COMME TOUJOURS AVEC JOHNNY

Version Originale

La pat

à plus en plus d'orphelins

ÉCONOMIE

Paris prend l'initiative d'une baisse des taux en Europe

Les autorités monétaires se démarquent de la Bundesbank

BILLET

Le retour des dockers

Relativement discrète, voire assagie, depuis quelques mois, la corporation des dockers se rappelle au bon souvenir du patronat de la manutention, des armateurs et du gouvernement. La Fédération nationale des ports et docks CGT annonce un mot d'ordre de grève générale mercredi 23 juin. A quelques jours près, cet « appel à la mobilisation » coïncide avec le premier anniversaire de la loi modifiant le statut social de ces travailleurs atypiques et particulièrement combattifs. Ce sera aussi l'occasion pour la CGT, longtemps habituée à un quasi-monopole, d'apprécier et son influence, de Dunkerque à Nice, a été entamée par une réforme capitale à mettre à l'actif des derniers gouvernements socialistes. Toujours à la barre de la Fédération, le secrétaire général Daniel Lafebvre, lance « une mise en garde », à l'adresse du ministre des transports, en charge de la mer, Bernard Bosson, et du président du patronat portuaire, Robert Péri. « Contrairement à vos affirmations euphoriques, la réforme ne passe pas bien dans les ports. L'emploi stable et qualifié, la sécurité, l'organisation du travail ont subi une nette dégradation », estime-t-il. En fait, à part Saint-Malo, où le blocage est total, la réforme entre en application dans tous les ports, petits et grands. La réforme de la mensualisation devient le droit commun, l'intermittence l'exception. A Dieppe, Dunkerque, Nantes-Saint-Nazaire, Brest (où les dockers ont créé une coopérative de manutention), on voit même de nouveaux armateurs fréquenter les quais et des treffes se développer. Mais la crise économique ne rend pas les choses faciles et, le long des darses comme dans les usines, sévit le chômage. Le patronat est accusé par le syndicat de faire « délibérément chômer des dockers intermittents pour mieux les radier ensuite » et le gouvernement est suspecté, par mollesse au calcul, de laisser faire. L'autre pomme de discorde concerne l'interminable négociation de la future convention collective nationale aux discussions de laquelle sont associées - ce qui irrite évidemment la centrale de Montrouil - la CFDT, la CGC, FO et la CFTC. « Les prétentions de la CGT conduisant en fait à détruire la loi du 9 juin 1992 », estime le patronat et « à recréer par la convention un statut comparable à celui que la loi a précisément modifié. Il ne faut pas céder à ce chantage ». Bref, l'horizon reste brumeux et, du côté des dockers comme des entreprises, on voudrait que le ministre de la mer (maître pas de la pêche ni de la construction navale) dévoile ses batteries. Ne serait-ce que pour répondre à la CGT, qui explique aussi son « offensive » par le fait que Bernard Bosson « n'a toujours pas daigné la rencontrer ».

FRANÇOIS GROSCHARD

La Banque de France a de nouveau diminué ses taux directeurs, lundi 21 juin, pour la neuvième fois depuis le 13 avril. Le taux des appels d'offres, qui avait atteint jusqu'à 9,35 % l'an dernier, a été ramené de 7,25 % à 7 % : il est désormais inférieur au taux d'escompte allemand (7,25 %). Le taux des pensions à 5-10 jours est passé de 8,25 % à 8 %. Le geste français s'est répercuté dans plusieurs pays européens, signe qu'en cette période particulièrement délicate pour l'économie allemande, ses partenaires entendent mener une politique monétaire plus autonome.

Les autorités monétaires françaises ont choisi d'amorcer un nouvel assouplissement une semaine à peine après l'opération précédente, le 14 juin. Un geste facilité par l'évolution récente sur le marché des changes, et qui, pour la plus grande satisfaction des dirigeants français, a été imité par plusieurs pays européens. Le communiqué du Conseil européen de Copenhague, qui devait s'achever mardi 22 juin, devait souligner l'urgence de « créer les conditions permettant une baisse rapide des taux d'intérêt en Europe ».

Depuis plusieurs séances, le dollar se redresse nettement sur le marché des changes, au détriment principalement du mark : le cours du billet vert est passé en une semaine de 1,62 à 1,69 DM, et de 5,46 francs à 5,68 francs. Cet affaiblissement de la monnaie allemande, amplifié par la détérioration de la situation économique outre-Rhin, favorise une remontée du franc au sein du SME. La devise française bénéficie aussi depuis les élections de mars d'un regain de confiance et, lundi 21 juin au matin, un mark valait moins de 3,36 francs, son plus bas cours depuis mai 1992.

Les baisses de taux d'intérêt provoquent souvent un affaiblissement, au moins temporaire, de la monnaie du pays concerné. Car les investisseurs choisissent de se reporter sur d'autres places finan-

Selon le président de l'Association française des banques

La France a la fiscalité de l'épargne « la plus aberrante d'Europe »

Invité de l'Association managère des banques, lundi 21 juin, à Monaco, Michel Freyche, président de l'Association française des banques (AFB) a très vivement critiqué la fiscalité de l'épargne, en France, qui est, a-t-il déclaré, « la plus aberrante d'Europe ». Cette situation, a-t-il fait observer, résulte du « développement excessif des Slax monétaires depuis 1986 », qui a donné aux Français « l'habitude d'un rendement élevé, défiscalisé et immédiatement disponible », alors que les revenus des investissements en actions sont taxés à 60 % et que les comptes à terme supportent une fiscalité « parfaitement inique », au taux de 38,1 %. M. Freyche a ainsi déploré que « cette incitation fiscale, véritable contre-sens économique, détourne les Français de l'investissement productif et de la Bourse, pour en faire des rentiers sur le modèle américain. Aujourd'hui, a-t-il ajouté, plus de 50 % des ressources des banques françaises sont directement liées aux taux du marché. Ce qui est contraire à toute logique... » (Corresp.)

cières, dont ils jugent la rémunération plus attrayante. Mais depuis un mois, un tel phénomène n'a pas été observé en France, et mardi 22 juin, le franc restait très ferme.

La plupart des pays européens ont aujourd'hui pris conscience des difficultés toutes particulières auxquelles l'Allemagne est confrontée. Difficultés que n'avait pas caché

M. Helmut Schlesinger, lors d'un récent passage à Paris. « Le marché fait confiance au franc français », avait déclaré le président de la Bundesbank. Mardi 22 juin, il affirmait que le mark virait sur les « acquis de confiance » accumulés depuis quarante ans, et que sa stabilité est « essentielle ». Trois ans après l'union monétaire entre les deux Allemagnes, l'absorption de

l'ex-RDA déséquilibre profondément les finances publiques du pays, et renchérit la hausse des prix. Dans un tel contexte, les responsables monétaires du pays s'inquiètent des possibles conséquences inflationnistes d'une baisse des taux rapide.

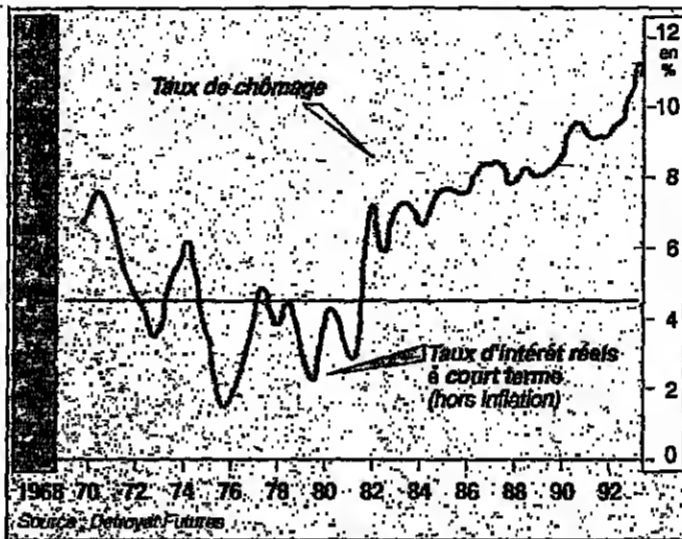
Plutôt que d'attendre une nouvelle diminution des taux d'intérêt allemands, la Belgique, l'Autriche,

les Pays-Bas, et le Portugal, ont donc choisi d'assouplir le crédit quelques heures après le geste français. Le conseil des gouverneurs de la Bundesbank doit se réunir le 1^{er} juillet, et une opération sur le marché monétaire était annoncée le 22 juin au matin. Si les gouverneurs choisissent de ramener les taux directeurs (l'escompte et le lombard) à des niveaux inférieurs, ou au moins d'effectuer les opérations sur le marché monétaire (pensions) à des conditions plus favorables, la France pourrait diminuer de nouveau le crédit sans crainte pour la tenue de sa monnaie au sein du Système monétaire européen (SME).

Car une poursuite de l'assouplissement rapide du crédit serait particulièrement bien venue à Paris, où le climat économique ne s'améliore pas et où les inquiétudes relatives à l'emploi s'accroissent. Lundi, l'INSEE a annoncé un nouveau repli, en avril, de la production industrielle, ramené à son niveau de mars 1989. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à stimuler, même si ce n'est pas dans l'immédiat, les investissements et l'activité économique générale... et peut-être les créations d'emplois.

FRANÇOISE LAZARE

Corrélation entre les taux d'intérêt et le chômage



La politique de baisse des taux d'intérêt vise avant tout à stimuler l'activité économique, en rendant les crédits moins chers. Le graphique montre que la corrélation entre l'évolution des taux d'intérêt réel (taux minimaux déduits de l'inflation) et celle du taux de chômage n'est pas parfaite. Le chômage augmentait fortement à la fin des années 1970 et au début des années 1980, alors que les taux d'intérêt réels étaient encore négatifs. De plus, la seule véritable période de baisse du chômage a été observée entre 1987 et 1990 : les taux d'intérêt réels à court terme continuaient alors à progresser, notamment en raison de la politique monétaire restrictive menée en Allemagne. Depuis, les deux courbes ont évolué parallèlement.

Première privatisation

Participez au capital du Crédit local de France

Jusqu'au mercredi 23 juin 1993 inclus
souscrivez à l'offre publique
de vente d'actions
du Crédit local de France

386^F
l'action

En devenant actionnaire du Crédit local de France, vous participez au capital d'une entreprise dynamique et performante qui finance les équipements collectifs réalisés par les communes, les départements et les régions. Dès aujourd'hui, renseignez-vous auprès de votre banque, votre intermédiaire financier ou au Crédit local de France.



Le financier du cadre de vie

Rejoignez les actionnaires du Crédit local de France

Le document de référence enregistré auprès de la COB sous le numéro R 93-016 et la note d'opération visée COB n° 93-306 en date du 17 juin 1993 publiée dans la presse sont disponibles sans frais auprès de votre intermédiaire financier ou du Crédit local de France.

N° Vert 05 19 93 05

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• Masse monétaire : + 6,7 % en mai (rythme annuel). - La masse monétaire de l'Allemagne réunifiée mesurée par l'agrégat M-3 a augmenté de 6,7 % en mai (rythme annuel). En avril M-3 avait affiché un taux de croissance de 7 % (chiffre définitif).

GRANDE-BRETAGNE

• Déficit commercial (hors CEE) : 769 millions de livres en mai. - Le déficit commercial de la Grande-Bretagne avec les pays non membres de la Communauté européenne s'est légèrement réduit en mai, à 789 millions de livres (6,5 milliards de francs) contre 901 millions en avril (en données provisoires corrigées des variations saisonnières). Ce chiffre, le meilleur depuis septembre, est inférieur aux prévisions des analystes, qui attendaient un déficit de 900 millions de livres.

Le Monde

INITIATIVES

Les nouveaux conflits

La société est aujourd'hui à la merci d'incidents sociaux aussi foudroyants qu'imprévisibles



APRÈS quinze années de crise, et au cœur de la récession, la France se découvre des conflits sociaux d'un type nouveau. Alors que les tensions dues au chômage augmentent, et ce se traduit toujours pas par une explosion, de nombreux indices montrent que la société est désormais à la merci d'incidents aussi foudroyants qu'imprévisibles. Là où, autrefois, il y avait contestation, organisée et programmatique – pour reprendre une expression très datée, – apparaissent des réactions ponctuelles et le plus souvent pulsionnelles. Là où il pouvait y avoir orchestration et, en tout cas, encadrement strict par le mouvement syndical, il ne reste plus que la réplique irrationnelle à un événement jugé insupportable, et selon des formes de lutte désordonnées.

Avec le recul, les « vieux » conflits traditionnels sont devenus totalement anachroniques, qui semblent tellement appartenir à un passé révolu qu'on les situe à des années-lumière du climat d'aujourd'hui. Il aura fallu que l'actualité donne un coup de rétroviseur pour que reviennent des images d'un autre temps, et pour que se fasse la prise de conscience d'un tel décalage. L'affaire Lip, dont on vient de fêter les vingt ans, a pris une coloration presque nostalgique, à cause de la part de rêve qu'elle entretenait. Mais ce qui était encore possible en 1973 ne l'est plus en 1993. L'utopie irrationnelle s'est transformée en invraisemblance. De même pour l'interminable chronique de l'agonie de cette « vieille dame » de Saint-Etienne qu'était Manufrance. Si, à l'occasion du procès des dirigeants de la SCOP (société coopérative ouvrière de production), à l'automne dernier, la CGT put rassembler une puissante manifestation, elle ne pouvait espérer réveiller le mythe. La manufacture d'armes et de cycles ne représente plus rien, sauf dans la mémoire ouvrière. Elle a rejoint, au musée, d'autres ancêtres, tout aussi anachroniques.

A ce titre, la détestable méthode employée chez SKF à Saint-Cyr-sur-Loire, le 13 mai dernier, témoigne éloquentement du chemin parcouru et à peine plus d'une décennie. Dans cette usine, une occupation avait eu lieu pendant trois semaines, en 1979. Cette fois, « pétrifiés », incapables de bouger, les salariés ont accepté que leurs camarades licenciés le soient en une heure, vite expédiés dans un taxi, et abandonnés à leur sort sans réaction, pas même syndicale. Or, en 1983, à Ivry, haut lieu de combat s'il en fut, des ouvriers de SKF commençaient une occupation de trois ans, émaillée d'incidents, de manifestations et de violentes bagarres, qui est restée comme le symbole d'une volonté indéfectible, mais totalement désespérée. Faut-il croire que quatorze plans sociaux, depuis 1975, aient épuisé toute velléité de défense collective ?

Désormais, deux attitudes opposées se développent, en raison de la situation économique et sociale. Soit comme dans le cas de SKF, les salariés en arrivent à baisser les bras, ainsi que le montre l'affligeante litanie des licenciements par haut-parleur, des baisses de salaire imposées unilatéralement (l'affaire Mincin-Emballages, celle d'Ozono), etc. Abasourdis, même plus sur la défensive, ils subissent les agressions sans mot dire, et celles-ci ont tendance à se multiplier sous l'urgence. Soit, pris d'une soudaine colère, se voyant coincés et, face à une menace insur-

monable, ne disposant pas de solution, ils se lancent dans des actions de désespoir. Brutales par définition, et qui ressemblent à des irruptions charriant tout et son contraire, le pire comme le meilleur. Le corporatisme et le cri identitaire s'accoquient avec les jacqueries et l'apparition de meneurs autoproclamés, vite oubliés.

Ces phénomènes, au plus loin, n'ont surgi dans la sphère de la fonction publique et des entreprises nationales. Pêle-mêle, les conflits des infirmières, des cheminots et des assistants sociaux en font partie, avec leurs modes de fonctionnement largement improvisés. Et ce ne sont pas que des feux de paille.

MAIS d'autres, qui ne relèvent pas naturellement du monde salarié, s'en rapprochent rapidement. En juillet 1992, les chauffeurs routiers ont mené bataille, officiellement contre le permis à points, dans des formes qui s'inspirent des pratiques paysannes. A l'automne, les marins-pêcheurs ont repris le cycle de la violence parce qu'ils étaient étranglés, à leur tour. Toutes ces catégories socioprofessionnelles sont soumises à des contraintes qui les dépassent et que la confrontation sociale ne peut plus régler efficacement. Que fait-on quand on apprend que

le prix du poisson baisse brutalement de 40 % ou qu'ad l'organisation économique d'une profession, telle que celle des transports, suppose de tricher avec le code de la route ?

A terme, si ce n'est déjà en marche, il est facile d'imaginer que des groupes, des salariés ou des segments d'activité seront confrontés à l'intolérable et que, par voie de conséquence, les uns et les autres, au nom de la survie, iront jusqu'à commettre l'irréparable. L'internationalisation de la concurrence imposant en effet la même menace à n'importe quelle partie de la collectivité active en France, il est possible d'assister à de telles flambées, incontrôlées.

Inquietant ? Le corps social est en voie de délitement et peut-être au bord de la fracture. Les organisations syndicales ne sont plus en mesure de canaliser le mouvement et moins encore en mesure de faire entendre le souci de l'intérêt commun. Chacun perd ses repères. Quand le conducteur du train mortel de la gare de Lyon a été condamné, Jacques Fourrier, président de la SNCF, a paru se solidariser avec lui. Parce qu'il craignait une grève venue d'une base en état de choc et qu'avec ce geste il espérait empêcher une dérive.

Alain Lebaube

■ **La fin des grèves presse-bouton**
Des mouvements sectoriels
par Marie-Béatrice Baudet

■ **Les dérives corporatistes**
Les nouvelles formes de contestation
par Valérie Devillechabrolle

■ **Les « Lip » oubliés**
Le conflit vingt ans après
par Alain Lebaube

■ **La mémoire des « Manu »**
La chronique de l'agonie
de la « vieille dame » de Saint-Etienne
par Marie-Béatrice Baudet
page 32

■ **Les licenciements minutes**
Le traumatisme SKF
par Francine Alzicovici

■ **Pêcheurs en colère**
Une révolte d'un nouveau genre
par Jean Menanteau

■ **La cacophonie des routiers**
Les barages du mécontentement
par Catherine Leroy
page 33

ORGANISATION
□ L'Europe
des multinationales
ACTIVITÉ
□ Le travail à cinquante ans
page 34

TRIBUNE
□ Les exclus seraient-ils
responsables
de leur exclusion ?
par Bernard Ibal
STAGES, LIBRAIRIE
page 35

Gestionnaires, financiers,
responsables de la communication,
statisticiens...

Des Organisations publiques ou Associatives

vous offrent des opportunités
de carrières
chaque semaine dans :

Le Monde

INITIATIVES

LES ADMISSIONS PARALLÈLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

Vous désirez poursuivre vos études
dans une école de commerce dynamique,
dont le diplôme est visé par l'Etat, l'ISC vous propose :

◆ **ENTRÉE EN 1^{re} ANNÉE :**
titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...),
d'un DUT (gestion-commerce...) ou d'un BTS

◆ **ENTRÉE EN 2^e ANNÉE :**
titulaires d'une licence ou d'une maîtrise

◆ **EPREUVES D'ADMISSION :** Tests - Entretiens - Oral d'anglais
En 1^{re} ou 2^e année (2 sessions) :
• 1^{re} session, 21 ou 22 juillet 1993
• 2^e session, 7 septembre 1993

◆ **DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS :**
• 30 juin 1993

22 boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Tél : (1) 40 53 90 99 - Fax : (1) 40 53 98 98



Les dérives corporatistes

Les revendications s'expriment de plus en plus par les coordinations

INFIRMIÈRES, enseignants, fonctionnaires corses, agents des impôts, gardiens de prison, contrôleurs aériens, assistants sociaux... En l'espace de quelques années, toutes ces catégories de fonctionnaires sont, tour à tour, venues crier leur mal-être dans la rue. Ces manifestations, qui ont le plus souvent explosé à la barbe des syndicats existants, ont vu l'irruption des coordinations, corporatistes autant qu'éphémères. Et quand ils n'ont pas dégénéré ou resurgi quelques années plus tard, ces conflits durs et longs ont souvent réussi à perturber la bonne marche de toute la société française.

« À l'inflation zéro, les résultats obtenus par les actions catégorielles sont beaucoup plus tangibles au niveau individuel que ceux arrachés en négociation nationale », observe Jean-Pierre Gualenzi, secrétaire national de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), pour expliquer ce phénomène. Or, depuis le virage de la rigueur en 1982, les discussions salariales ne permettent plus d'obtenir, comme auparavant, « 10 à 15 % d'augmentation par an ». De son côté, le ministère du budget a fait ses comptes : mieux vaut distribuer des primes catégorielles qu'un seul paiement, ne concernant pas tout le monde, mais présentant de surcroît l'avantage de ne pas se répercuter dans le calcul des retraites des fonctionnaires.

Professions nouvelles

La situation économique du pays n'a pas pour autant créé cette dérive corporatiste. Elle a plutôt renforcé un égoïsme corporatiste latent, parce que inhérent à l'organisation de la fonction publique en quelque mille sept cents corps. Dans la mesure où chacun de ces corps pose les règles particulières dans lesquelles vont évoluer les agents tout au long de leur carrière, la défense et l'émulation de ces garanties ont tendance à être privilégiées par les agents au détriment d'une hypothétique quête d'avantages étendus à tous.

Ainsi les 120 000 policiers ont-ils à choisir entre quelque vingt-cinq organisations syndicales autonomes représentant chacune un voire deux corps de métier. A cette raison statutaire s'ajoute

une autre raison objective : « l'apparition dans les années 70 de professions nouvelles et de qualifications nouvelles qui n'avaient, selon Beroard Lhubert (CGT), pas trouvé leur place ni une reconnaissance dans la grille des rémunérations de la fonction publique ». Si la réforme de cette grille, avalisée en 1989 et étendue sur sept ans, est censée répondre à cette explosion des agents de catégorie B (niveau bas et surtout bac+2), elle ne prend toutefois pas en compte le malaise grandissant de cadres supérieurs de plus en plus nombreux. En outre, ces métiers nouveaux (techniciens, financiers) ne sont pas forcément transformés (travailleurs du social) ne se retrouvent pas forcément dans une pratique syndicale encore trop souvent à la remorque des évolutions professionnelles.

Un encouragement à ces mouvements

Enfin, l'attitude des gouvernements précédents vis-à-vis de ces conflits a aussi participé à l'encouragement de ces mouvements catégoriels. « Quand un ministre de la santé reconnaît la Coordination des infirmières comme interlocuteur ou quand un chef de gouvernement reçoit Tarzan, éphémère porte-parole des routiers en colère, la représentativité syndicale n'a plus de sens », s'insurge Michel Agostini, secrétaire de la fédération (CFDT) des fonctionnaires. Car on y a affaibli alors la position et la parole de ceux qui font fonction d'arbitre entre les revendications.

Si la CGT se contente d'additionner toutes les revendications catégorielles, les cinq fédérations réformistes (CFDT, CFIC, CFE-CGC, FEV et FGAF) tentent de privilégier la voie de « la solidarité ». « Nous essayons de montrer aux agents que leur réponse individuelle ne peut pas être déconnectée des réponses collectives, au risque d'aggraver le fonctionnement général du système », explique Michel Agostini. Toutefois, un tel message ne sera entendu sur le terrain que si les syndicats s'y montrent « crédibles et efficaces », constate Marc Dupont, responsable (CFDT) de la fédération santé. Un aggiornamento pas toujours facile à assumer.

Valérie Devillechabrolle

La fin des grèves « presse-bouton »

Les mouvements nationaux ne font plus recette, estiment les syndicats de la SNCF

UNE grève « passionnelle », « née avec ses tristes ». Les expressions sont tout aussi éloquentes lorsqu'il s'agit d'évoquer le conflit du mardi 15 décembre 1992 à la SNCF. La veille, Daniel Saulin, le conducteur mis en cause dans l'affaire de l'accident de la gare de Lynn - 56 morts et autant de blessés, le 27 juin 1988 à Paris, - venait d'être condamné à quatre ans de prison dont six mois d'emprisonnement ferme. Dès le verdict connu, la riposte s'organisa vite. La grève sera très largement suivie, à Paris bien sûr, mais aussi en province. Sans hésitation aucune, au-delà de l'indignation et du sentiment d'injustice « de voir condamner un lampiste », le conflit est le reflet d'une tendance plus profonde : « la fin des grèves presse-bouton », pour reprendre les termes mêmes d'un des responsables de la fédération CGT des cheminots.

Contre les réorganisations

L'observatoire a analysé les motifs invoqués pour les grèves. La grande majorité d'entre eux visent à lutter contre les réorganisations de service avec des réductions d'effectifs importantes. Viennent ensuite les conditions de travail et, loin derrière..., le salaire.

La restructuration menée par la direction commerciale du fret dans la région Rhône-Alpes confirme largement ces observations. Le verdict vient d'être connu, Lynn ou Chambéry, l'un des deux triages, est en trop. L'établissement d'Ambréus, véritable

tableau ferroviaire de l'Ain, est directement menacé. Le 3 juin, localement, les cheminots manifestent et débraient pendant vingt-quatre heures à une très grande majorité.

« La colère est générale et transcatégorielle », explique Roland Durand, responsable régional CFDT à Chambéry. La réaction est instinctive car nous nous sentons aussi attaqués dans notre identité régionale puisque c'est le pôle lyonnais qui, une fois de plus, va se trouver renforcé et sortir gagnant de l'affaire. Ambérieu n'en est pas à sa première grève. Récemment, le site a également manifesté contre la mise en route de Socrate, le nouveau système de réservation SNCF. « Nous n'avons pas essayé de respecter le mot d'ordre national car je pense véritablement qu'il n'aurait pas été beaucoup suivi », insiste Roland Durand. En revanche, après avoir constaté sur place les conséquences néfastes de Socrate sur le travail quotidien des agents, nous avons fait grève, et avec succès.

Certains crient déjà « au regain de corporatisme ». A tort ou à raison ? A la SNCF, la CGT et la

CFDT représentent encore à elles seules 72 % du personnel sans que l'on puisse constater une véritable prise de pouvoir des syndicats autonomes puisque la FGAC, majoritaire parmi les conducteurs (40 % des suffrages), se bat presque à armes égales avec la CGT, qui en recueille 30 %. Butant sur le mot corporatisme ou le terme catégoriel, Jean-Claude Guérin préfère donc lui, porter « d'une phase nouvelle d'actions d'avant-garde liées aux métiers et à leur environnement. Si demain la direction s'attaquait aux éléments-clés du statut, constate-t-il, la mobilisation serait sans aucun doute générale, mais c'est vrai que nous ne sommes plus, nous syndicalistes, en train de gérer des grand-messes idéologiques ».

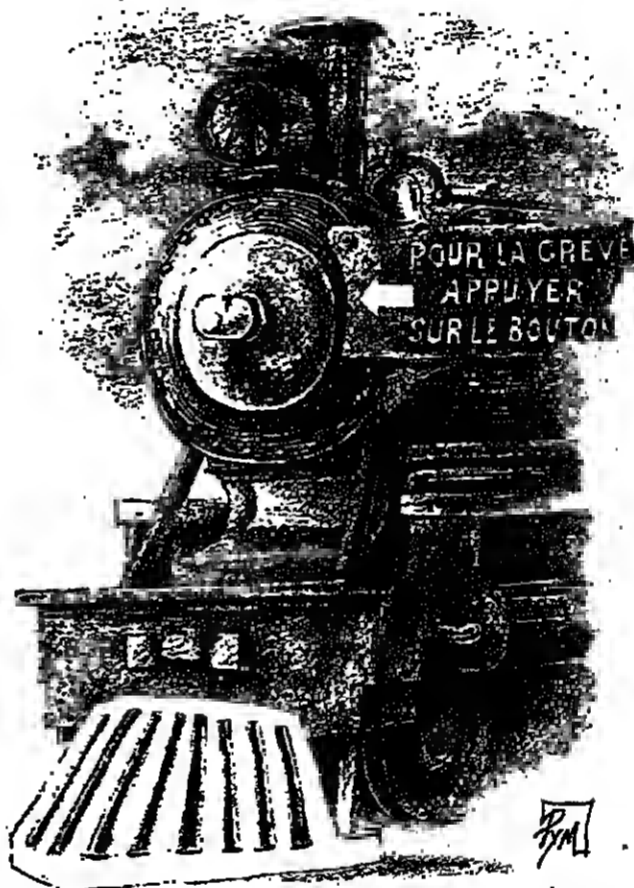
S'adapter à la réalité

Cette nouvelle donne incite d'ailleurs les uns - syndicats - comme les autres - direction - à s'adapter à la réalité du terrain.

Le décalé chez les syndicats s'est produit véritablement en décembre 1986, lors de la grève nationale lancée à l'appel de coordinations largement plus en pointe sur le conflit. « Nous avions amorcé notre réflexion quelques semaines avant la fin 1986, tient à préciser la fédération CGT des cheminots, mais c'est vrai que ce conflit amplifie le débat. Nous sommes convaincus que nous devions adopter une démarche davantage démocratique, donnant plus de place aux syndiqués, à leurs préoccupations quotidiennes. » Et en sens, il s'agit d'occuper le terrain de manière plus décentralisée. Un souhait également mis en avant par la CFDT : « C'est vrai qu'un de nos grands débats internes, confirme Jean-Claude Guérin, est de savoir comment jouer cette carte tout en continuant à relever d'un syndicalisme confédéré. D'ores et déjà, nous préparons, notamment, mieux les décisions quant aux actions à lancer. Nous sommes plus attentifs à ce qui remonte de la base ».

Du côté de la direction, le maître mot, c'est aussi « décentralisation », en sachant que les conflits de proximité, s'ils sont plus nombreux, présentent tout de même un avantage certain : clairement identifiables, ils sont plus faciles à résoudre. En principe.

Marie-Béatrice Baudet



La mémoire des « Manu »

Une lutte acharnée de cinq ans n'a pu sauver la « vieille dame » de Saint-Etienne

« LES MANUSONT-DANS-LA RUE »... Il est des slogans qui ne s'oublient pas. Manufrance, c'est sans conteste l'un des conflits sociaux les plus marquants des années 80 : plus de huit ans de lutte avec des rebondissement spectaculaires. La « vieille dame » de Saint-Etienne est fondée en 1865 par Etienne Mimard. L'affaire est alors prospère, l'homme est un précurseur. Ses successeurs ne seront pas à la hauteur. Faute de modernisation et vivant sur ses acquis, de plan de restructuration en plan de restructuration, l'entreprise est mise en règlement judiciaire en 1980.

L'heure, pour la CGT largement majoritaire et soutenue par une municipalité communiste, n'est plus aux seules manifestations et occupations des locaux. Le maire, Joseph Sanguedolce, l'un des personnages-clés du conflit, le crie haut et fort : « Pas de démantèlement, pas de licenciements ». Le syndicat décide de racheter l'entreprise. Cinq cent quinze salariés réunis en société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOP) mettent leurs indemnités de licenciement en commun et

obtiennent du tribunal de commerce, le 22 juin 1981, la location-gérance de la société. L'aventure durera jusqu'en avril 1985, date d'un nouveau et dernier dépôt de bilan.

Un modèle à double tranchant

Quatre ans durant lesquels le conflit dépasse largement les frontières stéphanoises pour se situer à l'échelon national, surtout avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. L'affaire est mise en règlement judiciaire en 1980. L'heure, pour la CGT largement majoritaire et soutenue par une municipalité communiste, n'est plus aux seules manifestations et occupations des locaux. Le maire, Joseph Sanguedolce, l'un des personnages-clés du conflit, le crie haut et fort : « Pas de démantèlement, pas de licenciements ». Le syndicat décide de racheter l'entreprise. Cinq cent quinze salariés réunis en société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOP) mettent leurs indemnités de licenciement en commun et

obtiennent du tribunal de commerce, le 22 juin 1981, la location-gérance de la société. L'aventure durera jusqu'en avril 1985, date d'un nouveau et dernier dépôt de bilan.

« Nous avons laissé un modèle à double tranchant analyse Jean-Antoine Neyran, un ancien « Manu » CFDT. La syndicalisation était forte et puissante, c'est le côté positif. En revanche le conflit a échappé aux acteurs du terrain pour devenir essentiellement politique et trouver des relais au niveau national, au détriment de la prise en compte des réalités économiques. Avec le recul, je pense que ce fut une erreur ».

A Saint-Etienne, en plein cœur de la ville, un centre d'affaires moderne a été construit sur les friches de Manufrance. A une exception près : la façade de l'usine, ours Faurel, a été conservée. On n'entre pas aussi facilement les mémoires collectives.

M.-B. B.

Les « Lip » oubliés

Regardé avec les yeux d'aujourd'hui, le conflit de Palente est renvoyé à des années-lumière

PUBLIÉ au début du printemps, le livre de Claude Neuschwander et Gaston Bordet permet, involontairement, de faire le constat. Lip, 20 ans après (1) se retrouve à des années-lumière de la situation sociale d'aujourd'hui. Ni les circonstances ni surtout les modes de conflit ne seraient possibles maintenant, tant ils appartiennent à une époque révolue. L'extraordinaire engouement qui s'est produit autour de cette affaire ne se répéterait pas et l'opinion publique n'en ferait sûrement pas le symbole qu'elle en fit, notamment de 1973 à 1976.

Lip, à l'origine, avait valeur d'exemple. Une entreprise au sein-faire évident, numéraire français de l'obolologie, doublée d'une marque prestigieuse, allait être malproprement dépeçée. Frappés dans leur orgueil, les salariés réussirent à susciter un mouvement de solidarité par une succession d'initiatives originales et fortes. A cette époque, ce qui se passait à Besançon recevait aussitôt une reconnaissance nationale et, à pleines brassées, le conflit fut nourri son lot de clichés fameux. Autour des « paroissiens de Palente », la France du

travail entretenait des feux allumés en 1968 et en faisait le bon-quet final.

Face à l'arbitraire, il y eut les ventes sauvages de munitions, le trésor de guerre dissimulé au nez et à la barbe des gendarmes, puis les premiers salaires « de lutte », selon le fier principe de « on produit, on vend, on se paie ». Tandis que les théoriciens de gauche parlaient d'autogestion, les « Lip » mettaient l'imagination au pouvoir. Ils inventaient un nouveau mode de conflit, au jour le jour.

Fuite en avant

Mais cela n'était pas sans ambiguïté. Obligés de réagir, conduits dans une fuite en avant, ces salariés-là n'avaient d'autre objectif que de retrouver un patron. Ce que rappelle bien Gaston Bordet dans le livre. Un temps, ils crurent y parvenir avec Claude Neuschwander, lui-même totalement atypique dans cette histoire de démesure. Centralien, ancien de Publicis, ex-UNEF et militant du PSU, il avait été choisi par les nouveaux action-

naires pour faire le pont entre deux univers inconciliables. L'aventure se termina en 1976 dans une extrême confusion et laissa tous les participants, dont Claude Neuschwander, à jamais meurtris.

C'est que, entre-temps, le vent avait tourné. De dernier symbole des luttes sociales de la longue phase de croissance économique, Lip devenait la première victime de la crise qui s'ouvrait pour longtemps.

Ses méthodes basculèrent dans l'anachronisme et, pris au piège, l'ultime carré dut poursuivre son rêve, presque à son corps défendant, en créant de ces coopératives ouvrières qui, pour la plupart, seront vouées à une lente agonie. Oubliés, « les Lip » appartiennent désormais à une autre histoire. Celle d'avant.

Alain Lebaube

(1) Lip, 20 ans après. (Propos sur le chômage), par Claude Neuschwander et Gaston Bordet. Editions Syros. 248 pages, 98 francs. Le Monde a publié, dans son édition datée du 13-14 juin, une « page date » consacrée à l'affaire Lip.

Les licenci

La cacopho

INITIATIVES

DOSSIER • Les nouveaux conflits

Les licenciements-minute

Le traumatisme passé
les salariés de SKF veulent résister à la peur du chômage

«QUAND elle a vu le responsable s'approcher d'elle, elle a crié en s'agrippant à sa machine», se souvient Mme L. Un quart d'heure plus tard, l'homme était venu échanger un ouvrier pour le licencié. «On était en larmes, pétrifiés. Ma camarade a demandé au responsable de voir un délégué.» «Il n'y a pas de temps à perdre, lui a-t-il dit. Puis il l'a emmenée dans un bureau. Quand elle en est ressortie, elle ne tenait plus sur ses jambes. On lui a remis ses papiers de licenciement à l'infirmerie. Tout l'atelier avait peur que le responsable revienne pour prendre l'un de nous. Moi, je m'étais préparée à réagir violemment et j'avais honte d'avoir laissé ainsi partir ma camarade.»

Tout au long de ce lundi 17 mai - dans le cadre d'un plan social prévoyant 164 suppressions de postes en 1993 à l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire) et 5 000 dans le groupe suédois SKF - 35 salariés, dont 2 délégués (CGT et FO) vivront le même drame : départ de l'entreprise sans le champ après l'entretien individuel, le ploupa en taxi spécialement affrétés par l'entreprise ; direction l'antenne de reclassement ; retour à l'usine pour faire son baluchon, ou contremaître sur les pas jusqu'aux vestiaires ; puis départ définitif. Le tout bouclé en une heure, à deux jours du pont de l'Ascension, soit d'une semaine de chômage technique ou de «congés payés imposés par la direction», affirme une salariée. Pas le temps de saluer les copains, ni de faire le deuil de vingt ou trente ans de vie à l'atelier.

Jean Alfred, quarante-huit ans, deux enfants, à charge, une épouse, à peine sortie de deux ans de chômage, n'oubliera pas le sentiment «d'humiliation» qu'il a ressenti, ni «l'indifférence» de ceux qu'il côtoyait depuis vingt-quatre ans. «J'étais effondré. Des collègues me disaient que c'était dingue... Mais personne n'a bougé. Je ne comprends toujours pas pourquoi.»

Pourquoi l'établissement de Saint-Cyr est resté figé, ce jour-là, en dehors de quelques actes de violence que les syndicats d'ailleurs se souvenaient pas, alors qu'il y a quelques années ils débrayaient lorsqu'il fallait trop chaud dans les ateliers, par exemple, sans parler de l'occupation de l'usine pendant trois semaines en 1979 pour des revendications salariales. Il est vrai qu'alors le site, qui employait plus de 2 000 salariés, comptait «un millier d'OS et un

nouveau de 300 ouvriers professionnels sûrs d'eux-mêmes et capables de lancer des mouvements de masse», se souvient un délégué CFDT. Aujourd'hui, au quatorzième plan social depuis 1975, le «nouveau» a disparu. L'effectif a chuté à 1 100 salariés et «la hiérarchie est composée de jeunes cadres qui ne nous respectent pas», accuse Jean Alfred.

Culture agricole

L'organisation du travail aussi a changé, modifiant la mentalité des salariés. «On sort du taylorisme, on demande aux gens d'être responsables et ils y croient, mais en réalité les initiatives sont bridées», analyse Marie-Claude Bourdain, secrétaire CGT du CE. On est bien loin aussi du conflit né de la fermeture en 1983 de l'usine SKF d'Ivry (500 salariés), fleuron de l'industrie française de roulements à billes qui déclencha trois ans d'occupation et de luttes parfois violentes. Ivry, c'était un fief de la CGT et du PC, une ville dont l'histoire se confondait avec celle de SKF.

A Saint-Cyr, SKF a beau être la plus importante entreprise, «il n'y a pas de culture industrielle, mais une agricole», note René Renaud, délégué CGT. Et le contexte local incite au repli sur soi. Le taux de chômage atteint près de 12 % dans l'agglomération de Tours. Michelio a annoncé la suppression de plus de 400 emplois d'ici à 1994. Une filiale de Rhône-Poulenc près de 200 en 1993, SKF 164, après les 128 de 1992. Une véritable saignée, mais pas de conflits en tout cas «au sens traditionnel», précise la direction départementale du travail. L'inspection du travail doit cependant se prononcer prochainement sur le sort des délégués licenciés.

«Nous remplissons une fiche de conflit destinée au ministère du travail quand il y a orrè de travail, revendications et négociations. Ce n'est pas le cas chez SKF.» Il est vrai que la direction, qui refuse toute interview, a joué la surprise dans cette usine qui, au fil des divers plans sociaux, n'avait jamais recouru aux licenciements secs. Si bien que «les salariés ne pouvaient pas croire que, cette fois, il y avait», commente Michel Mazé, responsable FO. A moins qu'au contraire, ils ne se soient laissés «anesthésier par les chiffres et discours de la direction, finissant par admettre que les licenciements étaient inévitables», rectifie Marie-Claude Bourdain.

Le procédé du «licenciement express» semble avoir été soigneusement élaboré. Depuis l'annonce du plan social, en février, les noms des futurs licenciés étaient tous secrets, les syndicats ne savaient pas les avoir réclamés non plus. «On ne se plaçait pas dans une logique de licenciement, explique la CGT. On ne voulait pas discuter de la méthode.» Aussi a-t-elle fait pression sur les élus locaux, la préfecture, pour le maintien de l'emploi. Lors de la réunion du CE du 28 avril, la direction précisait que les licenciements interviendraient à partir du 15 mai et que les intéressés quitteraient l'usine «au plus vite». Attention, pas de «procédure expéditive», avait exigé la CGT. Et c'en était resté là. Il n'empêche que «des élus ont cru comprendre que les gens partiraient dans la journée mais pas dans l'heure», affirme un délégué CFDT. Mais ils n'ont pas réagi pour autant. Sans doute craignaient-ils aussi qu'il y aurait des entretiens individuels puis-que «des bureaux avaient été préparés dans divers bâtiments de l'usine», ajoute Michel Mazé. Bref, «on sentait comme un fluide dans l'entreprise». Un fluide qui affole et paralyse.

«J'ai honte de cette matinée»

Presque un mois après ce lundi noir, les syndicats font le point. «Le mardi 18 mai, les salariés nous ont reproché de n'avoir rien fait la veille, indique René Renaud, délégué CFDT. Je reconnais qu'on n'a pas assuré. Il y a eu un manque de solidarité et un sentiment d'impuissance.» Il faut dire qu'à trois mois des 51 suppressions de postes (septembre 1993) «la peur du chômage prend le dessus sur la solidarité», déplore Marie-Claude Bourdain. Les gens font confiance aux syndicats, mais s'en font eux une forme d'assistant. Sans mots d'ordre, ils ne bougent pas. «Alors qu'ils auraient dû d'eux-mêmes sortir des ateliers, entourer les licenciés, bloquer les taxis», s'écrit Michel Mazé.

La CGT, majoritaire (63 % des voix), avoue qu'elle s'est trouvée, ce 17 mai, «en état de choc». «Nous avons été lâches, reconnaît René Renaud. Je ne pouvais pas croquer le regard d'un licencié. Chacun, syndicaliste ou pas, espérait ne pas faire partie du lot. J'ai honte de cette matinée. Elle me restera gravée à

vie.» Comme pour appeler à l'aide, la CGT contacte FR 3, qui filme devant les grilles, mais les salariés ne sortent toujours pas. Le lendemain, l'usine retient son souffle alors que la CFDT de la filiale de Fontenay-le-Comte (Vendée), informe par fax que l'établissement débraie par solidarité. A Saint-Cyr, les syndicats décident de ne pas participer à la réunion du CE, écrivant à la direction : «Vous venez de détruire le peu de crédibilité et de respect que vous possédiez auprès des salariés (...) Plus jamais ça.»

«Le jour où il y aura une explosion»

Il faudra attendre le 19 mai la venue de France 2 pour que, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, deux cents salariés se rassemblent et expriment leur indignation face aux caméras. «La télé, ça a été l'un des arguments pour faire sortir les gens», reconnaît Rémy Meslet. Le 27 mai, dans le cadre d'une action nationale de la CGT, plus de 1 000 personnes (salariés et licenciés de SKF et personnel d'autres entreprises) pénétrèrent dans l'usine. Les licenciés sont accompagnés symboliquement à leurs postes de travail. Le 2 juin, au siège SKF de Clamart, les délégués refusent de tenir la réunion du comité central d'entreprise, en réaction aux vifs propos de la direction générale accusant les syndicats de «désinformation» auprès des médias. Le lendemain, selon la CGT, 85 % du personnel de Saint-Cyr débraie. D'autres actions suivront, notamment à Clamart, dont le démantèlement à Saint-Cyr, qui devrait occasionner 70 suppressions de postes, est en discussion. Le 23 juin SKF Saint-Cyr sera au cœur d'une action départementale pour l'emploi. «Le 17 mai nous a coûté cher, mais nous o rendus plus solidaires», affirme René Renaud. J'ai retrouvé ma dignité et la force de me lancer à corps perdu dans la bagarre pour la réintégration des licenciés.»

Alain Cardona, délégué CGT licencié, reste en contact permanent avec tous les licenciés pour les aider, les informer. Pour Marie-Claude Bourdain, «la direction n'est plus en position de négocier quoi que ce soit pour les suppressions de postes de septembre. SKF est une poudrière. Nous avons prévu que le jour où il y aura une explosion, les syndicats ne l'arrêteront pas».

Franchine Alizcovicl

Pêcheurs en colère

La révolte de cette corporation
est la première du genre



RÉPANDUS à même le sol, blocus de ports, opérations coup de poing... - comme par son organisation. A l'instar des coordinations des personnels hospitaliers, des agriculteurs, les Finistériens ont créé leur comité de survie à partir de Douarnenez, révélant une très forte cohésion de la profession et le rôle important tenu par les femmes. Le comité devait très vite regrouper une quinzaine de ports. Et selon le processus devenu classique ce quelque sorte dans les mouvements de protestation, les syndicats devaient prendre le train à marche.

De fait, les raisons objectives de la crise tiennent à ce que tout le monde est «dépassé», comme il est dit fréquemment. Dépassé par les importations sauvages - et souvent frauduleuses - en provenance de pays tiers. Ainsi le conflit révèle que du poisson russe transite par l'Islande et la Norvège, et même par l'Ecosse, à des prix imbattables. Dépassé par les conflits d'intérêts : les transformateurs ne peuvent se passer en effet de ces mêmes importations, la pêche française s'avérant très largement insuffisante en volume. Dépassé par l'impuissance des pouvoirs publics, lesquels renvoient les acteurs à Bruxelles... qui n'ont peut-être pas le temps de faire le nécessaire.

Conflits d'intérêts

De fait, les raisons objectives de la crise tiennent à ce que tout le monde est «dépassé», comme il est dit fréquemment. Dépassé par les importations sauvages - et souvent frauduleuses - en provenance de pays tiers. Ainsi le conflit révèle que du poisson russe transite par l'Islande et la Norvège, et même par l'Ecosse, à des prix imbattables. Dépassé par les conflits d'intérêts : les transformateurs ne peuvent se passer en effet de ces mêmes importations, la pêche française s'avérant très largement insuffisante en volume. Dépassé par l'impuissance des pouvoirs publics, lesquels renvoient les acteurs à Bruxelles... qui n'ont peut-être pas le temps de faire le nécessaire.

Internationalisation des marchés, effondrement des prix, baisse de la ressource, réduction de la puissance de pêche, endettement et crise de confiance, résument les maux dont souffre la profession, qui se refuse à faire seule les frais d'une crise dont elle n'est pas responsable.

Jean Monanteau

La cacophonie des routiers

Les dix jours où les barrages de poids lourds ébranlèrent la France

RAPPELÉ-VOUS. C'était il y a tout juste un an. Pendant dix jours, fin juin début juillet, la France fut quasiment paralysée par les barrages des routiers. On parla même de mai 68. L'été-elle l'instauration du permis de conduire à points que les chauffeurs routiers interprétèrent comme le présage d'une «mort professionnelle». On assista alors à la révolte de ceux que François Mitterrand appela à l'époque «les serfs des temps modernes». Car, très vite, derrière les revendications officielles, apparut un malaise social profond, qui tient au marché et aux conditions d'exercice de la profession.

Dans les années 80, les entreprises de transport se multiplièrent, passant de 24 154 en 1983, à plus de 36 000 en 1989. Malgré une croissance considérable du trafic routier, l'offre se trouva rapidement en surcapacité par rapport à la demande. Pour rester concurrentiels, les chauffeurs routiers, profitant de la libéralisation tarifaire, obéirent pas à tirer leurs prix vers le bas, parfois même au-dessous du seul de rentabilité. Aussi, lorsque, en 1989, le ralentissement de la croissance se fit sentir, encore accentué par la guerre du Golfe,

ce fut une véritable catastrophe. Surtout pour les plus petits, coincés dans les filets de la sous-traitance. A l'époque, un peu plus de 38 % des entreprises étaient cooptées uniquement d'un patron sans salarié et vivaient dans une grande dépendance à l'égard des entreprises plus importantes. Pour s'en sortir, ces artisans de la route, qui n'arrivaient plus à payer leurs créances, n'avaient qu'une seule solution : baisser encore leurs prix, rouler toujours plus et toujours plus vite, au détriment de la sécurité des usagers.

Un mouvement atomisé

On comprend alors que le permis à points ait été vécu à la fois comme une formidable injustice, puisqu'il ne visait pas à sanctionner que le bout de la chaîne (ceux qui conduisent les camions), et comme une menace pour la survie professionnelle.

On retrouva alors sur les barrages les artisans, mais aussi les salariés, dont les conditions de travail et les rémunérations se sont guère améliorées. Un peu

partout, les coordinations fleurirent, emmenées par les «Nanard» et autres «Tazann», des «personnalités» qui émergèrent de cette cacophonie. De coordination centrale, on ne tira pas la trace. D'un bout à l'autre, le mouvement garda un côté atomisé, éparpillé. Du coup, le gouvernement eut bien du mal à trouver un interlocuteur valable. Les syndicats, pratiquement inexistant dans la profession, ne pouvaient guère jouer les médiateurs dans ce conflit. Quant aux organisations patronales, la FNTR et l'UNOSTRA, mal à l'aise dans ce conflit, elles subirent plus qu'elles ne précédèrent le mouvement. Le gouvernement, abasourdi, ne comprenant visiblement pas le sens de la demande des routiers en colère, oscilla entre les concessions sur le permis à points et l'utilisation de la force armée et de ses chars pour faire lever les barrages. Et puis tout s'apaisa.

Depuis un an, diverses mesures ont été prises. Un décret de juillet 1992 crée une responsabilité pour les donneurs d'ordres qui, par leurs instructions, amènent le transporteur à circuler en infraction par rapport à la réglementation. Une loi sur la sous-traitance

routière, entrée en application en avril dernier, est censée protéger les sous-traitants des conditions d'un marché conclu à un niveau trop bas entre un transporteur et un chargeur.

La situation s'est-elle pour autant améliorée dans la profession ? Les infractions pour excès de vitesse ont augmenté de façon sensible, indique-t-on pudiquement au ministère de l'équipement, du tourisme et des transports, où l'on souligne que «la crise économique oblige, la lutte contre le dumping social reste d'actualité».

Catherine Leroy

Le Monde
EN ENTREPRISE
tarifs et services
spéciaux
Service entreprises :
Tél : 49-60-32-68
Fax : 46-71-60-04

Vous possédez un diplôme Bac+3 et un bon niveau d'anglais
DEVENEZ NEGOCIATEUR COMMERCIAL EUROPÉEN
pour participer au développement des entreprises françaises
dans l'Europe de 1993
EN SUIVANT LA FORMATION
ACTION COMMERCIALE EUROPEENNE
(6^{ème} promotion)
L'Institut de management de l'Ecole Supérieure de Gestion vous propose une formation intensive de 9 mois (Négociation, Marketing, Communication, Export, Droit, Gestion, Anglais, Management)
Formation agréée par le Conseil Régional d'Ile de France.
DEBUT : 4 Octobre 1993
venez retirer votre dossier de candidature à :
I.M.E.S.G. : 19 rue Erard - 75012 PARIS

«presse-bouton»

Lip oubliés

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

General Manager Designate

Our client is an internationally based French owned firm specialising in the distribution and sales of earth moving and construction machinery. They have obtained exclusive importing and distribution rights in Romania for various world leading manufacturers of heavy machinery. To capitalise upon the numerous commercial opportunities in Romania, the company is now seeking a General Manager Designate to run the existing team, to liaise closely with the director and to rapidly expand the business.

Bucharest

Romania

- To be successful in this exciting role you will need:
- Fluency in Romanian, French and English
 - Aged 30 - 40 years
 - Education to degree level in technical science, finance or marketing
 - Work experience gained in Romania, combined with a real understanding of the marketplace
 - A proven track record in sales, public relations and general management within a technical/machinery based or automotive industry
 - Excellent communication, management and problem solving skills
 - Flexibility, self-motivation, ambition and commitment.

This is an outstanding opportunity for a dynamic individual dedicated to working in Romania. Career prospects are superb, both in Romania for the short to medium term and internationally in the long term.

Interested candidates should send a detailed CV and letter written in ENGLISH to coiffidence to Miranda Caho or Pierre-Guillaume Day. Ref : PDG 865 MO to. NICHOLSON INTERNATIONAL (Recruitment Consultants) - 72 rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS, France or telephone + 33 1 40.07.85.45 for an initial discussion or alternatively fax details on : + 33 1 40.07.80.40.



SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE
DANS LE SECTEUR PÉTROLE ET GAZ RECHERCHE POUR
UN IMPORTANT CHANTIER DE 2 ANS EN

ALGERIE

Responsable Assurance Qualité Site

Présent sur le site, vous assurerez l'interface entre notre Société et les entreprises prestataires en matière d'Assurance Qualité. Après audit, vous approuverez les procédures, mettrez en place un dispositif et en contrôlerez l'application sur le chantier. Vous analyserez les causes des non-conformités et apporterez des solutions correctives et préventives.

Technicien ou Ingénieur confirmé (10 ans d'expérience dont au moins 5 ans dans le domaine pétrolier ou pétrochimique) vous êtes familiarisé avec la fonction Assurance Qualité et possédez une compétence reconnue en organisation.

Votre compréhension du travail et votre diplomatie seront des qualités fondamentales pour réussir dans votre mission.

La pratique de l'anglais (lu et écrit) est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 51134 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FRANÇAIS DE COOPERATION
INTERNATIONALE

CONSULTANT pour la THAILANDE

A environ 35 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous disposez d'une expérience de l'entreprise, acquise dans des fonctions commerciales à l'international, si possible en Thaïlande, ce qui vous a familiarisé avec le contexte asiatique.

Dans le cadre d'un programme de Coopération entre entreprises Françaises et Thaïlandaises, vous aurez pour mission d'assurer la promotion de ce programme auprès des entreprises de Thaïlande. Vous les conseillerez dans le montage de leurs projets et serez en contact permanent avec l'équipe chargée du programme en France.

Dynamique, doté d'un bon esprit d'initiative, vous êtes organisé, autonome, mais vous faites également preuve d'une grande souplesse d'adaptation et d'une bonne capacité à travailler en équipe.

La maîtrise de l'anglais est exigée.

Une disponibilité rapide est souhaitée.

Ce poste est basé à Bangkok.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) avant le 30 juin sous réf. 324 à C.K. 7, rue Robert Le Coln 75016 PARIS



Chantal Kenyvn

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

provoque actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve destinée à pourvoir à un emploi au grade A3 pour des activités relevant de la politique scientifique et technologique de la Communauté et du programme-cadre.

TECHNICIEN DE LABORATOIRE COM/RB/21

FONCTIONS: Technicien de laboratoire pouvant être affecté dans différents lieux de travail dans la Communauté, notamment à l'Institut de matériaux et mesures de référence (IRMM) de Geel, en Belgique, et à l'Institut européen des éléments transuraniens (TUI) de Karlsruhe, en Allemagne, et chargé:

- de mettre au point et d'appliquer des méthodes avancées de mesures isotopiques par spectrométrie de masse dans le domaine des matériaux de référence non nucléaires;
- de participer à la préparation d'échantillons et de matériaux de référence pour la conduite de mesures isotopiques de haute précision;
- d'effectuer des travaux destinés à assister d'autres services de la Commission ou des tiers.

QUALIFICATIONS: Diplôme de l'enseignement secondaire (avec, de préférence, une spécialisation technique en chimie analytique).

EXIGES: Les candidats doivent avoir acquis au minimum trois ans d'expérience professionnelle à un poste équivalent dans le secteur industriel ou dans un institut de recherche.

CONDITIONS GÉNÉRALES: Contrats temporaires de durée déterminée (renouvelables), nationaux: les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté.

Lieu d'affectation: les fonctionnaires et agents de la Commission doivent être disposés à travailler dans tous les lieux d'affectation, soit très souvent en dehors de leur pays d'origine.

Âge: les candidats doivent être nés après le 24/06/1937. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des institutions des Communautés européennes. Elles sont également octroyées en compensation des services obligatoires (militaires ou autres), du temps consacré à l'éducation d'enfants ou d'un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats.

Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues.

Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SOMME R2/21, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél: 22-32-2235.55.60 - fax: 22-32-2235.22.30). Ils doivent être renvoyés, dûment complétés et signés, à l'adresse précitée avant le 24/06/1993-le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas renouvelable.

La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

provoque actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve destinée à pourvoir à un emploi au grade A3 pour des activités relevant de la politique scientifique et technologique de la Communauté et du programme-cadre.

CHIMIE ANALYTIQUE ET MATERIAUX DE REFERENCE COM/RA/112

FONCTIONS: Chef de l'unité Chimie analytique et matériaux de référence à l'Institut de matériaux et mesures de référence (ancien Bureau central de mesures nucléaires) du Centre commun de recherche de la Commission des Communautés européennes situé à Geel, en Belgique. Activités principales de cette importante unité:

- recherche et développement en matière de préparation, caractérisation et certification des matériaux de référence (nucléaires et non-nucléaires) à des fins de normalisation et d'étalonnage;
- mesures de haute précision destinées à établir des références dans divers domaines d'application, tels que l'agriculture, l'environnement, la protection des consommateurs et la contrôle de la sécurité nucléaire.

QUALIFICATIONS: Diplôme universitaire, doctorat de préférence, en chimie inorganique, analytique ou physique, publication de travaux de grande valeur.

EXIGES: Minimum 15 ans d'expérience à la tête d'une importante équipe de recherche dans une des branches pertinentes de la chimie, dans le domaine principalement des matériaux de référence et des mesures. Capacités d'encadrement à l'avant.

CONDITIONS GÉNÉRALES: Contrats temporaires de durée déterminée (renouvelables), nationaux: les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté.

Lieu d'affectation: les fonctionnaires et agents de la Commission doivent être disposés à travailler dans tous les lieux d'affectation, soit très souvent en dehors de leur pays d'origine.

Âge: les candidats doivent être nés après le 24/06/1937. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des institutions des Communautés européennes. Elles sont également octroyées en compensation des services obligatoires (militaires ou autres), du temps consacré à l'éducation d'enfants ou d'un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats.

Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues.

Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante: C.C.E., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SOMME R2/21, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél: 22-32-2235.55.60 - fax: 22-32-2235.22.30). Ils doivent être renvoyés, dûment complétés et signés, à l'adresse précitée avant le 24/06/1993-le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des institutions européennes n'est pas renouvelable.

La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

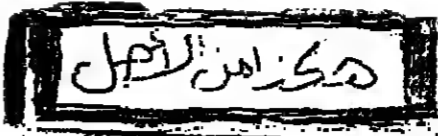
FAX : 46-62-98-74

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger



REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Important Groupe de Presse Quotidienne
recherche dans le cadre de son expansion en
RUSSIE

DIRECTEUR DÉLÉGUÉ

en charge de la gestion
(poste basé à MOSCOU)

Agé de 30-35 ans, le titulaire aura une formation supérieure de gestion et au moins cinq ans d'expérience dans des fonctions de contrôle de gestion, d'audit ou de conseil en organisation. Il devra parler couramment russe et anglais. Après une formation de quelques mois aux méthodes de travail du Groupe, il rejoindra le bureau de Moscou où il aura en particulier la responsabilité de la mise en place de la comptabilité et du reporting des activités russes. Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence 50882 à DP&A - 2, rue Merengo - 75001 PARIS qui transmettra.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

CONTRACTS MANAGER FRANCE/ITALY/SPAIN/PORTUGAL

European Languages required

Established in 1980, Informix Software continues to be one of the most progressive and innovative suppliers of information management systems. With an impressive financial record and the world's largest installed base of open systems databases, Informix Software is a leader in setting and shaping the standards others follow. Informix Software Europe has 12 wholly owned subsidiaries, more than 400 employees and database revenue growth in excess of 70 % in 1992.

As a result of our growth we are expanding our legal department in Europe and wish to appoint a Contracts Manager for our Southern European countries, namely France, Italy, Spain and Portugal. The position will be based in Paris but the incumbent will be responsible for providing a full range of contract services to the four countries and significant travel will be involved.

The position will report to the Senior Legal Counsel for Europe who is based at our European Headquarters in London with close working relationship to each of the sales offices in the territory. The job responsibilities will involve negotiating, drafting, interpreting and administering software licensing, distribution and support contracts, educating the sales teams in contract

issues/policies and liaison with outside counsel where necessary.

We are looking for a commercially-minded contracts manager with a degree in a business related discipline and at least 3 years of contract negotiation and drafting experience, gained in the computer industry. We ideally require knowledge of intellectual property protection laws and software licensing. It is essential that the incumbent speaks French and English fluently and has working knowledge of either Spanish or Italian, preferably both. An attractive remuneration package commensurate with the position will be offered to the right candidate.

Interested applicants should apply in writing with a copy of their cv to our Paris office for the attention of Sophie Le Néaon, Human Resources Manager - France, Informix Software SARL, Les Collines de l'Arche, Immeuble Etoile - Cedex 24 - 92057 PARIS - LA DÉFENSE.

INFORMIX®

Vous aurez toujours soif d'informations

LES DIRIGEANTS

Notre Secrétaire Général prend sa retraite dans deux ans environ. Pour une meilleure intégration, nous souhaitons accueillir dès maintenant son successeur.

Filiale du groupe britannique Legal & General, l'un des leaders européens dans la diffusion et la gestion de produits financiers, de fonds de retraite et d'assurance vie, en croissance forte et continue dans le secteur de la banque et de l'assurance-vie,

nous recherchons
notre futur

SECRETAIRE

GENERAL

De formation juridique de haut niveau, le/la candidat(e) devra justifier d'une expérience pratique et diversifiée d'au moins 10 à 15 ans notamment en droit des affaires, acquise de préférence dans le secteur bancaire et/ou des assurances.

Membre de la Direction, il participera étroitement à la vie de toutes les sociétés du groupe sous tous ses aspects. Il prendra progressivement et notamment en charge :

- la Direction du Personnel (paie, droit social, CE)
- le suivi et le règlement des questions administratives et juridiques générales liées aux opérations d'assurances et de banque
- le suivi et le règlement des affaires contentieuses
- la vie juridique des sociétés du Groupe (assemblées, conseils, etc...)
- les services généraux.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre C.V. ainsi que le niveau de rémunération souhaité à :

Legal & General (France)
Direction Générale
58, rue de la Victoire
75009 Paris

(La plus grande confidentialité est garantie à toutes les candidatures)



Filiale d'un
groupe

international

dans l'agro-

alimentaire

Grande ville du

Sud-Est de la

France

Directeur Général Industriel

Il dirige et coordonne l'ensemble des activités de la Société et met en œuvre la stratégie définie par le groupe.

C'est un homme de terrain bénéficiant d'une expérience significative du secteur agro-alimentaire dans une direction d'usine et/ou de Direction Générale de PME.

De formation supérieure Ingénieur, Il parle anglais.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence 110/DG à : Sylvie Tuna - 100 bis, rue Ordener - 75018 Paris qui transmettra.

Filiale d'un Groupe international, notre PMI (130 pers/110 MF) conçoit et fabrique des biens d'équipement destinés aux marchés publics. Grâce à la rigueur de notre gestion, à la qualité de nos produits connus dans le monde entier, nous comptons parmi les grands dans notre secteur. Nos bons résultats, notre solidité financière et les projets que nous avons gagnés nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme. Nous recherchons notre

ADJOINT DE DIRECTION

Vous participez à la mise en œuvre de la politique de la Direction Générale et vous avez pour mission d'organiser et de coordonner les actions entre les différents services : techniques (Production, R & D, BE), commerciaux et administratifs/gestionnaires.

Vous avez aussi en charge directe la gestion des ressources humaines (recrutement, formation, relations avec les partenaires sociaux...), les services généraux et le suivi juridique.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience similaire impérativement en milieu industriel. D'un excellent relationnel, vous savez ce que négocier veut dire, y compris dans le domaine technique.

Poste basé dans une grande ville lorraine. Merci d'envoyer votre dossier (CV + lettre + photo) sous référence 1466/M à notre Conseil MANAGING - 65, rue de Tivoli - 57000 METZ - 87 66 52 35 Info

STRASBOURG - MULHOUSE
FRANCFORT - BERLIN

MANAGING
M E T Z

GROUPE EURIFF

Notre vocation : le développement et la gestion immobilière de l'épargne institutionnelle ou particulière. Notre ambition : être un pôle de référence dans nos métiers, particulièrement les S.C.P.I. Nous recherchons, notamment pour notre filiale ROCHER GERANCE, spécialisée en S.C.P.I., notre :

RESPONSABLE DE LA GERANCE IMMOBILIERE

Directement sous l'autorité de la Présidence, vous prendrez en charge la gestion immobilière de l'ensemble des actifs gérés du groupe : 4,6 milliards de francs et plus de 350 000 m² sur toute la France en bureaux et en habitation. Vous dirigerez une équipe de 12 personnes.

Entre 35 et 45 ans, vous maîtrisez parfaitement la gestion de patrimoine immobilier, vous avez acquis cette expérience dans une société de gestion S.C.P.I., chez un institutionnel ou dans un Groupe immobilier privé. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 93/315 à notre Conseil KEY MEN - Tour Winterthur, La Défense 8 - 92085 Paris La Défense.

KEY MEN

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE VENDÉE
RECRUTE D'URGENCE PAR VOIE DE MUTATION OU DE
D É T A C H E M E N T

VENDEE

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour le Cabinet du Président du Conseil Général
et la Direction de la Communication

Sous l'autorité du Directeur de Cabinet, vous prendrez en charge le traitement administratif et financier de l'ensemble des dossiers relevant du Cabinet et de la Direction de la Communication. Pour ce faire, vous assurerez l'encadrement d'une équipe restreinte.

Cadre A de la fonction publique d'état ou territoriale, vous possédez une parfaite connaissance des règles administratives et financières régissant le fonctionnement des collectivités locales, notamment dans le domaine des marchés publics. La disponibilité, la rigueur, l'efficacité et le sens de l'organisation sont des qualités indispensables.

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Pour notre Direction de la Coopération Internationale, basée à Sophia Antipolis (Antibes), nous recherchons 3 collaborateurs disposant d'une bonne expérience administrative et technique du secteur de l'eau, disponibles pour de fréquents déplacements :

LE RESPONSABLE DE LA DIVISION AFRIQUE

Le titulaire aura la charge de l'ensemble des activités de l'Office en Afrique subsaharienne, francophone, anglophone et lusophone (pratique courante de l'anglais et, si possible, du portugais).

LE DIRECTEUR DE PROGRAMME POUR LES SERVICES MUNICIPAUX DE L'EAU

Le titulaire aura la responsabilité de l'organisation de l'ensemble des missions et activités de l'Office sur le sujet des services municipaux et aura à intervenir en Afrique, Amérique latine, Asie, Europe centrale et orientale et Méditerranée. Il fera également fonction de chef de division Amérique latine pour toutes les relations de l'Office avec cette région (pratique courante des langues anglaise et espagnole).

UN CHEF DE PROJET

Le titulaire sera chargé de l'appui à la création d'une société d'économie mixte chargée de l'exploitation et de l'entretien d'ouvrages hydrauliques réalisés en Afrique de l'Ouest. Conseiller auprès du Directeur, il aura pour tâches prioritaires : l'assistance au montage juridique et à l'organisation de la direction, à la fonction commerciale et à la mise en place d'un comité d'usagers.

Envoyer candidature manuscrite + CV complet à :
Monsieur le Directeur de la Coopération Internationale
Office International de l'Eau, BP 75
06902 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

Chalon sur Saône, en Bourgogne,
recrute son

Directeur de la Communication

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez un bon niveau de culture générale (type sciences po - CELSA) et vous avez impérativement acquis une expérience du métier de la communication dans un poste à responsabilité dans le secteur privé. La connaissance des collectivités territoriales sera un plus.

Dynamique, créatif(ive), organisé(e), vous faites preuve d'imagination et d'une adaptabilité rapide. Vous avez le sens de l'écoute, des relations humaines et de l'écriture. Vous êtes familiarisé(e) aux contacts de haut niveau. Vous avez déjà encadré une équipe de collaborateurs.

Vos missions :

- concevoir et appliquer de façon opérationnelle la politique de communication de la ville.
- assurer l'information auprès des habitants.
- travailler avec les élus, les techniciens municipaux et les associations.
- coordonner l'image de la ville à l'extérieur.
- collaborer avec des agences de communication.
- gérer une équipe de 9 personnes et le budget du service.

Envoyer lettre manuscrite,
CV et photo à Monsieur le Maire
Mairie de Chalon sur Saône - B.P. 92
71321 Chalon sur Saône Cedex

Chalon avance



VILLE DE
Gennevilliers

45 000 Habitants
RECHERCHE

SON ou SA RESPONSABLE DE LA DIRECTION DU PERSONNEL

POUR METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE MUNICIPALE DE PERSONNEL

- Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.
- Maîtrise budgétaire de la masse salariale.

Adresser candidatures à
Monsieur le DÉPUTÉ MAIRE - 92237 GENNEVILLIERS CEDEX

VILLE DE BLAGNAC

VILLE DE BLAGNAC recrute



UN DIRECTEUR du Centre culturel « ODYSSEUS »

Comprenant, sur une surface de 10 000 m² : une salle de spectacle de 950 places, un auditorium de 100 places, un studio-théâtre de 120 places, une salle d'exposition de 250 m², une médiathèque de 1 400 m², une ludothèque, une halle-galerie, différents locaux ou commerces de droit privé installés sur l'espace.

Vous serez chargé : de diriger et d'animer la totalité des services (80 personnes), de concevoir une programmation tous publics et de haut niveau dans une perspective d'équipement d'agglomération, d'assurer la communication, au nom de l'équipement et de la ville, de conduire une gestion rigoureuse dans un cadre de régie municipale directe.

Le poste est à pourvoir à partir du 1^{er} janvier 1994.

Adresser lettre de motivation manuscrite, curriculum détaillé et photographie,
avant le 31-08-1993, à Monsieur le Maire, Direction des Ressources humaines,
place Jean-Louis-Puig, 31706 BLAGNAC CEDEX.



RESPONSABLE DU BUDGET GÉNÉRAL

Attaché ou Attaché Principal

En relation avec le Secrétaire Général Adjoint aux Finances (vous êtes prêt(e) à vous insérer dans une équipe jeune et dynamique, à concevoir et proposer des procédures novatrices, dans une structure performante sur le plan financier.

Avec des outils modernes, vous serez responsable de l'analyse, de la préparation et de l'exécution budgétaire et vous mettrez en œuvre l'organisation du service Recettes/Dépenses. Vous aurez une vision globale des finances et du budget, dans une vision prospective des projets de développement de la mairie.

En étroite collaboration avec les autres directions internes, vous dirigerez l'exécution du Budget de la Ville et piloterez la réflexion sur l'introduction et la mise en place de la M14 au sein des services. (Réf. 1725)

RESPONSABLE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE DES SERVICES TECHNIQUES

Attaché ou Attaché Principal

Parce que les finances et la gestion publique sont pour vous des matières vivantes, à appliquer au plus près des besoins des services, sur le terrain, parce que vous maîtrisez parfaitement la comptabilité publique, parce que vous aimez convaincre, négocier.

Nous vous demanderons de suivre sur le plan financier et comptable les projets des services techniques (gestion budgétaire du patrimoine, achats, magasins) de diriger les trois services concernés et de créer des outils de pilotage et des tableaux de bord performants.

Vous saurez aussi introduire des réflexes de rigueur auprès de vos partenaires, internes et externes. (Réf. 1879)

Ces deux postes sont ouverts à des candidats de niveau Bac + 4 en gestion, munis d'une solide expérience en comptabilité publique. Vous savez animer une équipe et investir votre dynamisme dans vos fonctions. Vos connaissances informatiques acheveront de nous séduire.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil LIGHT,
Chantal Landy, 5,7 rue Jeanne Braconnier, Parc tertiaire de Meudon,
92366 Meudon-La-Forêt cedex



ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUD-BRETAGNE

Recherche :

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Mission :

- Mise en œuvre de la politique de développement économique du secteur (100 000 habitants) ;
- Gestion de la structure (10 salariés, 2 MF).

Le candidat devra avoir une bonne connaissance du milieu économique et des collectivités locales, ainsi qu'un sens aigu de la relation avec les élus et les partenaires du développement local.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à :
Monsieur le Président
Paye des Portes de Cornouaille
1, rue Nationale, 29380 BANNALEC

**Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents
qui leur ont été confiés.**

دكان النحل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 juin 1993 41

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

La Banque de France recrute le personnel d'encadrement de ses succursales de la région parisienne et de province.

REDACTEURS

CONCOURS LES 20 ET 21 NOVEMBRE 1993

Ce concours s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1^{er} cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une école de niveau équivalent.

De nationalité française, femmes ou hommes libérés de toutes obligations du service national, ils doivent être âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1993 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Inscriptions reçues du 28 juin au 6 août 1993.

Documentation et renseignements à la Banque de France - 56-1508 Recrutement Concours - B.P. 140-01 - 75049 PARIS CEDEX 01 Tél : 16 (1) 42 92 40 17.

Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 2 août 1993.



Juriste d'entreprise confirmé

Vous partagerez nos activités, nos stratégies et nos projets

Kimberly-Clark Sopalin est la filiale française du groupe international Kimberly-Clark Corporation. Ses gammes de produits sont leaders sur plusieurs marchés de grande consommation (Kleenex, Kleenex Vélvet, Kotex Brevia, Sopalin, ...).

Responsable Juridique de la société, vous serez rattaché au Département Financier France et en relation avec le Directeur Juridique Europe. Votre rôle s'étendra à tous les domaines liés aux activités et au développement de l'entreprise dont les structures industrielles, marketing et commerciales évoluent vers une plus grande intégration européenne. Vous intervenerez en amont sur tous les contrats pour conseiller les services internes concernés, valider les accords et suivre leur application. Vous prendrez en charge l'ensemble des aspects juridiques en matière de marques, de fiscalité, d'assurances, de recouvrement. Vous suivrez directement tous les dossiers de litiges et de contentieux.

Vous avez prolongé votre formation juridique de haut niveau par une spécialisation en Droit des Sociétés / Droit des Affaires (de type DJCE). A environ 35 ans, vous 7 à 8 années d'expérience au sein d'entreprises industrielles commercialisant leurs produits auprès de la grande distribution font de vous un professionnel polyvalent, capable de s'associer à de nombreuses activités de l'entreprise et d'y exercer d'importantes responsabilités opérationnelles et de Conseil. Seront très appréciés votre disponibilité, vos qualités de contact et votre sens du service. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Ce poste est basé à Saint Cloud (92).

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence C. 179/M, à notre Conseil Catherine CHARVET qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



49 rue Saint Roch, 75001 Paris

Groupe industriel spécialisé dans les secteurs cosmétique et pharmaceutique crée un poste de

Juriste en droit des affaires

Le titulaire du poste sera une personne type D.E.S.S. Droit des affaires, titulaire d'un diplôme complémentaire par un diplôme de droit européen ou européen, vous avez une expérience professionnelle minimum 3 ans en entreprise ou en cabinet d'avocats. Une autre langue étrangère serait un atout. Vous serez responsable juridique de tous les accords et contrats de la société ainsi que du suivi de leur exécution. Vous serez également en qualité de conseil des différents services du groupe ainsi que pour le suivi des affaires juridiques des domaines de votre compétence. Vous serez basé à la France.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, diplôme, etc.) à : COMMUNIQUÉ - 50/54, rue de Sully, 75002 PARIS CEDEX 07, qui transmettra.

Juriste

France Telecom, l'un des tout premiers Groupes mondiaux de télécommunications et leader mondial sur le marché français, renforce son équipe juridique.

A 35 ans environ, titulaire d'un 3^e cycle en droit des affaires, droit des sociétés, une expérience réussie de 4 ans minimum, acquise si possible en entreprise, vous êtes familiarisé avec les dossiers de droit diversifiés. La maîtrise de l'anglais sera un plus.

Rattaché au Responsable du Département droit des Sociétés et droit de la propriété industrielle, vous assurerez la rôle de conseil et d'assistance auprès des différentes directions de France Telecom.

Le poste est basé à Paris 15^e.

Le Groupe offre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Merci d'adresser, sous réf. DSP, votre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à : SM CONSEIL, 3 rue Treillard, 75008 Paris.

Responsable Etudes et Actuariat

Filiale d'une grande banque française, notre compagnie conçoit et gère des produits d'assurance-vie et se positionne parmi les premiers intervenants de ce marché. Pour faire face à notre croissance et à la complexification de nos produits, nous créons le poste de Responsable Etudes et Actuariat.

Mission : Rattaché au Directeur Financier et en étroite liaison avec la Direction Générale, vous : • animez le service Etudes et le service Actuariat, soit 4 personnes, en lui apportant un support technique • organisez l'optimisation des flux d'information issus des différents services internes • suivez l'évolution des risques et des grands ratios financiers • êtes responsable des prévisions financières • participez à la conception des nouveaux produits.

Profil : A 28/35 ans, de formation scientifique supérieure (X, ENSAE...) complétée par un diplôme d'Actuaire, vous avez une expérience d'au moins 4 ans dans les services études et prévisions de société d'assurance.

Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune, une entreprise en plein développement qui vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 1191/LM à notre conseil Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07. Nous répondrons à toutes les candidatures correspondant aux exigences ci-dessus décrites.

Action, ardeur, animer, adapter, agile, améliorer, approfondir, avis, attentif, aide, alier, avancer, apprendre, ambition, anticiper, autonomie, ame, avertir, aboutir, accomplir, applicable, appui, accompagner, autrement, attis.

Conseil en management.

Diplômés de grandes écoles ou consultants expérimentés, nos clients et notre équipe (S5 consultants) vous attendent. Envoyez lettre de motivation et CV à Marie-Ange Forton.

LE SECTEUR PÉTROLIER, c'est l'environnement international qui propose l'un des leaders français dans les énergies fossiles à travers le monde.

UNE MISSION INTERNATIONALE MENÉE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER - C'est pourquoi nous recherchons un candidat pour une entreprise internationale en tant que MANAGER. Nous recherchons le responsable la direction administrative et financière de notre société (200 millions de francs de CA, des collaborateurs présents sur 4 continents) en devenant notre

Accounting Manager

FRANCE/INTERNATIONAL

Agé(e) de 30/35 ans, diplômé(e) ESC + DECS ou équivalent, vous avez mené pendant au moins 5 ans avec succès au sein d'un cabinet d'audit et/ou d'une OAF en entreprise, des missions d'audit, d'expertise comptable et de reporting dans un contexte international. Vous avez l'habitude de dialoguer avec les contrôleurs de gestion et les informaticiens.

Vous souhaitez aujourd'hui intégrer un groupe évolutif - notre société est elle-même filiale d'un groupe de services à vocation mondiale (+ 80 milliards de francs de CA) - et exercer de réelles responsabilités à la fois opérationnelles et de management.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes en mesure de travailler avec nos partenaires américains dans le cadre d'une joint venture. Vous êtes suffisamment mobile pour participer à l'implantation et au suivi de nos chantiers à l'étranger.

Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ORNICAR INTERNATIONAL Philippe OLIVIER, en notant la référence I/936 sur l'enveloppe 10, rue Portalis - 75008 PARIS.

Société financière spécialisée, filiale d'un puissant Groupe Financier, recherche

Juriste Financier

Rattaché directement au Responsable des Affaires Juridiques et Fiscales, vous réaliserez le montage juridique de nouveaux produits financiers dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires que vous actualisez en permanence.

Outre votre participation au développement de nouveaux produits en liaison avec le Marketing Stratégique, vous rédigerez les conventions de placement et les mandats de gestion, assurez le traitement de la vie sociale des OPCVM qui vous sont confiées (constitution, agréments COB, immatriculation, conseil administration, assemblées générales ...) et répondez d'une manière générale aux questions des gérants sur les montages juridiques adaptés à la réglementation et aux spécificités des clients.

De formation Généraliste en droit des affaires avec une culture économique de base (DESS ou DEA en Droit des Affaires + IEP/IAE...), vous possédez une expérience de 5 ans environ dans cette fonction. Une bonne connaissance du montage juridique des produits financiers et des OPCVM, de l'environnement COB est indispensable. La maîtrise de l'outil informatique est souhaitable.

Autonome, curieux intellectuellement, vous avez un sens développé du service au client et des qualités de communicateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo s/écl. GB à Bruno TUMA - SECOR - 6, rue d'Antin - 75002 PARIS.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

ENSEMBLE DANS LE FUTUR

La Caisse d'Epargne de Picardie se place au premier rang des établissements financiers de sa région : plus de 1 000 collaborateurs, des fonds propres de 1,3 milliard de francs et un total bilan de 28 milliards. Solidement implantée à travers 7 groupes et un siège basé à Amiens, elle agit sur les pôles économiques de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

Rattaché au Directeur du département commercial, vous assurez la responsabilité, au sein de votre groupe, du développement d'un portefeuille de clients "professionnels" ou "particuliers", dont vous avez la charge. Vous assistez les chargés de clientèle des agences et vous contribuez à leur formation.

Vous réalisez personnellement des objectifs commerciaux par la prospection directe, la prise en charge et le suivi d'un portefeuille de clients. Attentif à l'évolution des marchés, vous participez à l'élaboration du plan annuel d'action commerciale et veillez à sa mise en œuvre.

De formation supérieure, vous avez un très bon niveau de culture générale permettant d'évoluer avec aisance auprès d'une clientèle exigeante. Homme de terrain avant tout, vous avez acquis à



travers une solide expérience commerciale, une excellente connaissance des produits et services financiers, de bonnes notions d'analyse du risque et de fiscalité. Vous maîtrisez les techniques de vente, d'animation et de formation.

Votre souci constant de qualité, sécurité et rentabilité renforcera l'image de la Caisse d'Epargne auprès des clients et prospects. De fortes qualités personnelles vous permettent de conjuguer l'impact individuel et l'esprit d'équipe.

Plusieurs postes sont à pourvoir :

SPECIALISTES "PROFESSIONNELS"

SPECIALISTES PARTICULIERS

"Haut de gamme"

réf. SPCP

réf. SPHG

Rattaché au Responsable du marché des professionnels au sein du siège, vous avez pour mission principale de contribuer au développement optimal à l'animation et au suivi du marché "Associations" ou "Artisans et commerçants", dans lequel vous évoluez.

A ce titre, en liaison avec les spécialistes pôles de compétences "professionnels" des groupes, vous collectez les informations techniques marketing et commerciales relatives au marché et aux produits. Vous assurez l'interprétation opérationnelle, la diffusion et le suivi au sein du Réseau. Vous concevez, élaborez, mettez en œuvre les outils d'aide à la vente destinés à promouvoir le marché et à favoriser son animation. Cette activité nécessite l'établissement de relations privilégiées avec les instances régionales représentatives.

CHARGES DE MARCHES "ASSOCIATIONS" "COMMERCANTS"

Une expérience réussie dans le domaine du développement commercial et de l'animation vous a permis d'acquiescer la pratique des techniques marketing et commerciales ainsi qu'une solide connaissance des produits et services spécifiques au marché concerné.

Créativité, rigueur, vivacité complètent de très bonnes qualités relationnelles et un bon esprit d'équipe. La maîtrise des outils informatiques et télématiques est indispensable.

2 postes sont à pourvoir :

CHARGE DE MARCHÉ "ASSOCIATIONS"

CHARGE DE MARCHÉ "ARTISANS ET COMMERCANTS"

réf. CMAS

réf. CMAC



CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à la Direction des Ressources Humaines - Caisse d'Epargne de Picardie - 2, boulevard Jules Verne - BP 0727 - 80007 Amiens Cedex 1. Pour plus d'informations sur l'entreprise et les postes à pourvoir : 3617 NC2 suivi de la référence du poste choisi.

NC Communication

intel

INTEL, société américaine, au CA de 5,8 milliards de \$ et 1 milliard de \$ de bénéfice en 1992, est le numéro 1 mondial du semi-conducteur.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), vous serez responsable pour la France, le Benelux et l'Espagne de la Finance et des Services Généraux. En animant et développant une équipe de 17 collaborateurs, vous prendrez en charge la comptabilité, la trésorerie, le crédit, les recouvrements, les services généraux, le reporting et l'analyse financière pour ces différents pays. A environ 35 ans, vous avez 10 ans d'expérience du management financier dans une société internationale américaine. De formation HEC, ESSEC, ESCP ou MBA, vous maîtrisez la comptabilité tant française qu'anglo-saxonne et vous vous exprimez parfaitement en anglais. Votre rigueur, votre disponibilité et vos capacités de management vous permettront d'évoluer au sein de notre société. Pour cela, une mobilité internationale est exigée.

Nous vous remercions d'adresser vos lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à INTEL, Direction des Ressources Humaines, Jocelyn Bigot, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Contrôleur de Gestion FRANCE/EUROPE MÉRIDIONALE

NICE • 370/460 KF

Basé à Nice et dépendant directement du Directeur Régional, le poste exige un excellent niveau professionnel (DECs complet ou équivalent) étoffé de 5 à 10 années d'expérience de comptabilité, d'administration et de contrôle de gestion, soit dans une PME/PMI, soit dans un centre de profit de grande entreprise. Une expérience directe des méthodes et du reporting anglo-saxons est souhaitable. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable; l'italien et/ou l'espagnol seraient utiles.

Le poste offre des contacts internationaux de haut niveau et des possibilités de développement de carrière sur le plan international.

Si cela vous paraît motivant, écrivez-nous avec votre CV et votre numéro de téléphone personnel ou direct. Nous répondrons à toutes les candidatures. Indiquez sur votre enveloppe la référence 2096/LM et adressez-la à Noël Wickland.

WICKLAND WESTCOTT



HUMAN RESOURCE CONSULTANTS

Wickland Westcott & Partners
15, avenue Victor-Hugo
75016 PARIS

Groupe Européen réalisant 5 Mds de CA leader sur ses marchés : Hygiène en restauration Hygiène des textiles Hygiène en collectivités Hygiène en industries agro-alimentaires, recherche pour sa filiale française un

Assistant Contrôle de Gestion

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion et en étroite collaboration avec les opérationnels, il participera à l'élaboration des plans et aux opérations de reporting mensuel. Des études ponctuelles pourront lui être confiées.

De formation universitaire ou Ecoles de Commerce, débutant ou première expérience, désireux de s'intégrer dans un environnement international exigeant, il maîtrisera l'anglais.

Adresser CV et prétentions sous réf. 93/22/F à HENKEL ECOIAB 8 Rue Rouget de Lisle 92137 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX



Professionnel du contrôle de gestion devenez consultant dans un domaine d'avenir LA FRONTIÈRE ENTRE LA GESTION ET LE SOCIAL

et passez de l'Entreprise au Conseil en bénéficiant ainsi d'une liberté d'action et d'un style de vie de type profession libérale.

Vous avez : une formation grande école, une véritable maîtrise du contrôle de gestion et une expérience de grande entreprise et/ou de consultant. Vous avez en plus une sensibilité pour le social et la gestion participative et une volonté d'autonomie. Votre âge : 30 à 40 ans environ.

Nous vous offrons : un travail stimulant de conseil auprès de grandes entreprises, l'aventure exigeante de développer un cabinet de haut niveau, une rémunération motivante avec possibilité à terme d'association.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :

ECOMOTIV, 9, rue Adolphe-Focillon ■ 75014 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

UNE CARRIÈRE DANS LA COMMUNICATION

CHEF DE PUBLICITE PRESSE

IFCEM

173 rue de la République PARIS

Dans le cas d'une annonce à l'Office au Monde Publicitaire, l'impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

GROUPE METALLURGIQUE INTERNATIONAL

recherche un :

Responsable Commercial

FRANCE et EXPORT

Vous avez 35 à 45 ans et l'expérience de la commercialisation de biens d'équipements industriels destinés aux industries chimiques, pétrolières et pétrochimiques. Vous êtes de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce Paris, avec, si possible un MBA). Vous parlez couramment l'Anglais, l'Espagnol si possible (ou, à défaut, toute autre langue de la Communauté Européenne). Rémunération importante et véhicule de fonction fournis. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger.

Adresser CV détaillé et prétentions sous réf. 8661
LE MONDE PUBLICITE - 15-17, rue du Colonel
Pierre Avia - 75902 PARIS cédex 15.

UNE CARRIÈRE DANS LA COMMUNICATION ?

Vous avez moins de 26 ans
vous avez un BTS, DUT, ou équivalent
une carrière commerciale vous motive

Devenez

CHEF DE PUBLICITÉ PRESSE

(presse quotidienne, magazine, professionnelle)

Contrat de qualification rémunéré en entreprise
(formation spécialisée assurée
dans le cadre du contrat)

Envoyez dès aujourd'hui
CV, photo et lettre manuscrite à :

IFCEM

175, rue Blomet, 75015 PARIS

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Rotativiste de dimension nationale et en forte progression disposant d'un parc machines de la dernière génération offset (rotatives 8, 16, 32 pages), recherche pour renforcer sa structure de vente un :

COMMERCIAL IMPRIMERIE

Rattaché à notre agence de Paris, vous visiterez la région parisienne pour développer dans le secteur qui vous sera confié une clientèle comprenant des entreprises ou des groupes de grande dimension (administrations, établissements financiers, compagnies d'assurances, chaînes d'hôtels, compagnies aériennes, tour-opérateurs, etc.), pour leur proposer l'impression de leurs catalogues, brochures, dépliants, de un à plusieurs millions d'exemplaires.

Vous réaliserez l'interface avec notre unité de production basée dans le Nord pour négocier les meilleures solutions et conseiller les clients sur les aspects techniques (qualité d'impression ou de papier, délai, conditionnement, logistique) pour respecter ou faire évoluer le cahier des charges.

Profil du poste : 30-35 ans, formation commerciale supérieure ou niveau équivalent avec des connaissances suffisantes de l'impression et une expérience commerciale réussie dans ce type de clientèle. Disponibilité, sens de la négociation, goût du challenge, ainsi qu'une bonne capacité à s'organiser sont les qualités requises. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand permettrait d'approcher par la suite des groupes étrangers. Le salaire prévu est lié au volume et à la rentabilité du chiffre d'affaires.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel, prétentions, sous référence 989 à notre conseil : Jean-Marc BISCAY, PROMONOR, 17, rue Edouard Delesalle, 59800 LILLE, qui étudiera votre dossier avec le plus grand soin et vous recevra à Lille ou en région parisienne. Discrétion et réponse assurées.

PROMONOR

LILLE, PARIS, BRUXELLES, LONDRES, DUSSELDORF.

Membre
d'un groupe international,
NSM est une banque commerciale privée
à forte vocation
financière.

VENDEURS Actions Françaises et Dérivés

NSM
Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

Le Pouvoir du Temps

Au sein de notre Département Ventes Actions, nous vous proposons de vendre le marché des Actions françaises auprès d'une

-Clientèle institutionnelle étrangère et française, réf.VE

-Clientèle institutionnelle française et de nos attachés de clientèle privée (réseau et gestion collective), réf.VF

Responsables du développement d'un portefeuille de clients, vous les conseillerez sur leurs investissements et veillerez à générer des ordres de marché. De formation Bac + 4, vous possédez une expérience du marché Actions français d'au moins 2 ans, acquise au sein d'une banque ou d'une société de bourse. Vous connaissez parfaitement le marché des options.

Vous maîtrisez l'anglais et parlez, si possible une seconde langue.

Manager, homme de dialogue, votre réussite résidera dans votre talent commercial et votre esprit d'équipe.

Françoise Thérion vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), sous la référence choisie - NSM 75410 PARIS CEDEX 08.



Générale de Restauration
L'ESPRIT DE SERVICE

Le coléader français de la restauration collective, en forte croissance
(9700 personnes - 3,5 MME CA), recherche son

DIRECTEUR RÉGIONAL

Patron d'un centre de profit décentralisé (650 personnes, 120 MF CA), vous êtes responsable de son développement, de sa gestion et de ses résultats, en respectant politique et stratégie commerciales de la société.

Agé de 35 à 40 ans, de formation supérieure type HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ESCAE, homme de terrain, vous avez une expérience réussie de la négociation commerciale à tous niveaux et du management d'équipes pluridisciplinaires, acquise de préférence dans le secteur des services.

Ce poste évolutif, basé dans l'Est de la France, comprend une formation adaptée et une rémunération attractive de nature à vous satisfaire.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, prétentions salariales et 2 photos sous la référence 185 à J.-B. BENOIST à :

Allemagne - Belgique - Espagne - Grande Bretagne

EUROPEAN SEARCH GROUP
RESSOURCES HUMAINES
10, rue Vignon - 75009 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Développer et vendre un Supercalculateur Européen, c'est le défi que relève notre équipe multinationale à Lyon (150 personnes). Dans un contexte d'industrialisation et commercialisation de systèmes hautes performances pour le marché du calcul scientifique et technique : mise en œuvre de circuits ASIC complexes, cartes électroniques, périphériques, logiciels, nous créons un poste de

Ingénieur d'achats Bilingue anglais

Rattaché au Directeur Technique, vous êtes l'interface principale entre les équipes d'ingénierie, le contrôle de gestion et les fournisseurs. A l'écoute des marchés, vous identifiez les meilleurs fournisseurs en tenant compte des contraintes prix, qualité et délais. Vous traduisez et documentez les besoins émanant des équipes d'ingénierie afin d'établir des spécifications et des ordres d'achats conformes aux procédures internes. Habile négociateur et fin stratège, vous mettez tout en œuvre (respect des spécifications, délais de livraisons, contraintes financières...) pour garantir la réussite de notre projet. Ingénieur en électronique, vous possédez 5 ans d'expérience dans la fonction avec une bonne maîtrise du marché des composants et des produits logiciels. Grande diplomatie, sens de l'écoute et du détail, rigueur, constituent vos meilleurs atouts pour réussir et évoluer dans la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en anglais et/ou français à : ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE, 1 bd Vivier Merle, 69643 Lyon cedex 3.

Notre Grand Projet : un Supercalculateur Européen

JEUNE DIRECTEUR INFORMATIQUE

Inscrite dans un environnement très communicant (vidéo conférence, réseau global, voice mail...), notre société (200 pers.) est la filiale d'un groupe international américain. Nos taux de croissance sont très positifs, en France et dans le monde, sur un marché à progression faible mais certaine, celui de la santé. Nous sommes donc capables de faire des plans pluriannuels. Responsable du développement d'applications de gestion (vente, distribution, comptabilité...) au plan local, vous aurez également l'opportunité de participer activement à la plupart des projets au plan européen. Encadrant 5 personnes, vous êtes bien sûr totalement responsable de votre budget et reportez directement au General Manager. De formation supérieure, maîtrisant l'anglais, vos 5 ans d'expérience informatique en projets, vous ont permis de découvrir vos points forts : ouverture d'esprit, sens du service, esprit d'équipe, compétences techniques AS400-BPCS et enthousiasme communicatif.

Merci de bien vouloir faire parvenir votre dossier de candidature, sous réf. 98615, à MEDIA SYSTEM, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Notre Groupe, RESPONSABLE ACHATS METAL

Ingénieur, de préférence électro-mécanicien, âgé de 35 à 40 ans environ vous avez acquis une bonne connaissance du marché national et international de produits métallurgiques de base, de pièces métalliques sur plans, de mécanismes élaborés. Vous gèrerez près de 700 Millions de F, vous rationaliserez les achats, vous entretenez des rapports de haut niveau avec les fournisseurs, vous participerez à la coordination européenne des achats de vos spécialités. Anglais et/ou allemand indispensables (Réf. 1116/D)

RESPONSABLE ACHATS CHIMIE

Ingénieur chimiste, votre expérience vous permettra d'exercer un rôle leader européen sur le marché de nos matières stratégiques chimie. Vous serez chargé des achats des matières premières pour la société pour un montant voisin de 400 Millions de F. Anglais et/ou allemand indispensables (Réf. 1116/E) Ces postes sont à pourvoir au Sud de la Région Parisienne. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt) en précisant la réf. du poste choisi portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre conseil : Pierre LEMAHIEU

Snergies

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS



L'INSTITUT DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE A POUR MISSION LA COLLECTE, LE TRAITEMENT ET LA DIFFUSION DE LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE MONDIALE.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTEUR TECHNIQUE

Sous la responsabilité du Directeur Général, vous dirigerez et coordonnerez les activités de production des bases de données PASCAL et FRANCIS et de fourniture de documents primaires. Vous en superviserez tous les aspects humains et techniques. Membre du Comité de Direction, vous participerez aux projets de développement des outils de production, optimiserez le rapport qualité/coût de fabrication des produits, suivrez le budget, mettez en œuvre la démarche qualité, veillerez à la collaboration entre les services. Vous aurez un rôle d'animateur pour atteindre les objectifs de productivité, qualité, respect des délais. Vous entraînerez la motivation du personnel (250 personnes et 11 chefs de service) et maintiendrez sa bonne adhésion aux procédures.

De formation Ingénieur vous justifiez d'une expérience réussie dans l'animation d'une équipe de production. Une connaissance du domaine de l'information scientifique et technique serait fortement appréciée. Vous faites preuve d'une réelle exigence de qualité et maîtrisez obligatoirement l'anglais.

Ce poste est basé à Nancy. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à INIST - CNRS, Direction des Ressources Humaines, 2 allée du Parc de Brabois, 54514 Vandœuvre-lès-Nancy.

Ingénieur Productivité Achats

Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Valeo Eclairage Signalisation s'est fixé comme objectif prioritaire la qualité totale et le développement de sa capacité d'innovation.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons pour notre Centre d'Etudes et de Recherche de BOBIGNY (93) un Ingénieur Productivité Achats.

Vous développerez notre démarche de Partenariat Fournisseurs. Par une approche globale, vous détecterez les opérations apportant une valeur ajoutée au produit et au client et optimiserez les autres. Vous conseillerez nos fournisseurs en participant notre savoir-faire de Système de Production (Flux tirés, Juste Nécessaire, Qualité Totale, Optimisation des Surfaces).

Votre formation d'Ingénieur (X. Centrale, Mines...) et une première expérience industrielle (Production, Organisation, Conseil) vous permettront de rejoindre un Groupe gagnant.

Votre évolution sera à la hauteur des résultats que vous obtiendrez.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à J.C. HELMER, Direction des Ressources Humaines - VALEO ECLAIRAGE FRANCE - 34, rue Saint-André - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

en très fort développement, spécialisée dans le traitement des déchets et le secteur de l'environnement recherche pour son bureau de PARIS :

DIRECTEUR DE PROJET ET INGÉNIEURS DE PROJET

Diriger des projets de dimension internationale à forte prédominance d'ingénierie chimique et thermique. Expérience de management et de contrôle de projet dans le milieu de l'ingénierie pétrochimie ou équivalente absolument requise.

Adresser CV avec photo et prétentions à :

TIRU INGENIERIE
134, bd Haussmann, 75008 PARIS

SGAO a réalisé SPIMS logiciel support facilitant la création et l'exploitation d'un référentiel personnalisé d'objets techniques destinés à l'industrie.

Basé sur les standards du marché (UNDX, C, XII, SQL...), ce produit s'articule autour d'un "moteur" de type "Base de données sémantique", mis au point par notre équipe R et D.

Pour faire face au succès commercial actuel, une organisation de type industrialisation de logiciel est devenue nécessaire.

Recherche son "PRODUCT MANAGER"

- Être 35 et 40 ans
- Plus de 10 ans d'expérience "High Tech" dans le domaine des logiciels
- Encadrement effectif d'équipe d'ingénieurs
- Connaissance approfondie du monde UNIX
- Compétences CAO souhaitées

coopération étroite avec l'équipe R et D chargée des évolutions de ce moteur, il sera chargé de :

manager une équipe de développement (UNDX/C/XII/SQL/CAO), gérer en configuration les modules commercialisés, gérer le "packaging" du produit.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à
SGAO - Monsieur ELU - 8 rue Henri Becquerel - 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

RESPONSABLE DE PROJET

FCI

16-62

16-62

FAX : 16-62

INGENIEUR D'EXPLOITATION

EUROMESSAG

مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 juin 1993 45

SECTEURS DE POINTE

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL (6 300 personnes dans le monde) regroupe l'ensemble des activités connectiques du Groupe Framatome. Leader en Europe, FCI poursuit sa stratégie de développement de nouvelles implantations internationales. Le

■ RESPONSABLE DE PROJET INDUSTRIEL ■ Connectique pour l'industrie automobile

que nous recrutons dans ce cadre aura pour mission de conduire la définition et la mise en œuvre d'une future implantation industrielle en Extrême-Orient, dans le domaine de la connectique pour l'Automobile.

● En liaison étroite avec les Directions Techniques de nos clients Constructeurs Automobiles et nos équipes d'engineering, il sélectionnera les produits adéquats et mobilisera nos Services internes pour en définir les spécifications et les process de fabrication.

● Il définira, proposera et négociera les différents contrats nécessaires à la réalisation du projet.

● Chargé d'en engager et d'en suivre toutes les phases, il préparera les dossiers d'investissement, définira les moyens techniques et humains à mettre en œuvre et s'assurera, en amont comme sur le terrain, du bon déroulement de chacune des étapes. Il conduira ses activités et ses choix en tenant compte des aspects aussi bien techniques que marketing et financiers.

Professionnel de la connectique, de la construction ou de l'équipement automobile, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous avez au moins 5 ans d'expérience industrielle. Les différentes responsabilités que vous y avez exercées vous ont préparé aux responsabilités internationales diversifiées que nous souhaitons vous confier.

Les marchés chinois et/ou d'Extrême-Orient ne vous sont pas étrangers. Vous maîtrisez l'anglais et vous avez, si possible, de bonnes notions d'une ou plusieurs langues extrême-orientales.

Poste basé en région parisienne, mais entraînant de fréquents déplacements de courte ou moyenne durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous la réf. AW/5419

Framatome Connectors International
Direction des Ressources Humaines
Tour FIAT Cedex 16
92064 Paris La Défense



FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

INGENIEUR D'EXPLOITATION

Nous sommes filiale d'un groupe de Télécommunication. Pour faire face à notre croissance, nous recherchons : **Ingénieur d'Exploitation**.

De formation supérieure (BAC + 2/3), vous possédez une expérience réussie acquise dans le domaine des télécommunications et réseaux radio, ainsi que dans l'exploitation et la maintenance.

Nous répondons, c'est l'opportunité d'affirmer vos compétences en vous impliquant dans :

- la fonction de support maintenance,
- l'élaboration des synthèses d'avancements avec propositions de correction,
- la gestion de l'ensemble des circuits de réparation de matériel,
- la définition et rédaction des méthodes d'exploitation,
- la formation des Techniciens d'exploitation.

Par ailleurs, vos qualités de conseil vous permettront d'assumer la qualité et la disponibilité des matériels et outils d'exploitation ce qui implique la planification des évolutions du réseau. Rigueur, grande disponibilité et aisance relationnelle alliées à votre goût du travail en équipe vous permettront de vous affirmer en vous impliquant dans l'assistance client et en assurant l'interface entre l'exploitation et les autres unités internes.

Ce poste, dont l'environnement international rend nécessaire une bonne connaissance de l'anglais lu et parlé, est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. EL/021 à **EUROMESSAGES** - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX ou par Minitel 3616 EUROMES code 8021

EUROMESSAGES

RESPONSABLES DE PROJETS

Nous sommes une société spécialisée dans l'ingénierie de grands projets de transports urbains qui font appel aux technologies informatiques de pointe.

Nous engageons, avec des partenaires de renommée mondiale, un développement sur le marché international.

Nous recherchons des

Informatique Industrielle

Spécifier, contrôler et mettre en œuvre le système :

- concevoir les cahiers des charges
- négocier, passer et gérer les marchés
- suivre la qualité des réalisations : essais, délais, coûts sont les missions principales que nous confierons à des ingénieurs de 30-35 ans.

De formation TELECOM, SUPélec, ENSIMAG, INSA option informatique... vous avez acquis une expérience significative, en SSH ou dans l'industrie, de 3 à 5 ans minimum de gestion opérationnelle de projets en ingénierie électronique courant faible.

Vous avez une approche pragmatique, un savoir-faire relationnel, le goût des déplacements et parlez anglais.

Autonomie, rigueur, adaptabilité et sens de la méthode sont les qualités essentielles pour réussir et évoluer dans ces postes basés à LYON.

Merci de transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation s/réf. 53-LM (à préciser sur l'enveloppe) à : BOSS BURU - 91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 PARIS.

Le CIO, c'est 2400 collaborateurs, 172 agences sur 18 départements, un PNB de + 8 % et un RBE de + 34 % au 31/12/92.

Banque de forte notoriété, dotée d'une stratégie performante, le CIO vous propose de rejoindre le GIE Informatique OSIRIS qu'il a créé avec la Société Bordelaise de CIC. La vocation de ce GIE est celle d'une société de service interne engagée dans la qualité et l'évolution constante des moyens informatiques offerts à l'ensemble de notre activité bancaire.

► RESPONSABLE SYSTEME ET RESEAU ◀

Votre mission : rattaché à la Direction d'OSIRIS, vous assurez l'évolution cohérente des systèmes (grands systèmes IBM-MVS et Micro OS/2) des équipements et du réseau de transport. Vous êtes aussi le garant de la sécurité informatique. Dans le cadre de vos responsabilités :

- vous étudiez les choix techniques futurs
- vous conduisez leur mise en œuvre
- vous conseillez les services d'études et d'exploitation dans l'utilisation des moyens offerts
- vous animez une équipe d'environ 15 personnes.

Votre profil : • vous êtes de formation Grande Ecole d'Ingénieur ou équivalent • vous avez au minimum 10 ans d'expérience et avez acquis une réelle expertise des grands systèmes IBM MVS, d'IMS, des systèmes Micro et de leur intégration au Réseau de l'Entreprise.

Une expérience bancaire constitue un atout supplémentaire. Outre vos compétences techniques, ce sont vos qualités de conception, d'organisation et de management qui feront votre réussite dans le poste et au sein de notre Groupe.

Poste basé à Nantes.

CIC Banque CIO

etap

Ecrire sous réf.
25B 2571 3M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Évoluez au cœur de la stratégie commerciale d'un leader mondial de l'électronique

INGÉNIEUR MARKETING STRATÉGIQUE CARTES À PUCE

Vous aurez pour mission d'orienter notre stratégie mondiale pour satisfaire les besoins futurs de nos clients. Vous connaîtrez le marché international de la carte à puce et ses applications, et posséderez une expérience d'au moins 5 ans dans ce domaine. De solides bases de marketing, une bonne approche technique, un esprit d'analyse et de synthèse, un anglais courant vous permettront de réussir dans ce poste qui nécessite en outre disponibilité, aisance relationnelle et capacité à anticiper.

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargé de représenter Motorola auprès de nos clients Grands Comptes, vous serez responsable de la mise en œuvre de nos stratégies et de proposer, en coordination avec nos unités européennes de production et nos équipes marketing, des solutions techniques et commerciales spécifiques. Ingénieur électronicien de formation, doté ou non d'une première expérience et parlant couramment anglais, vos qualités de négociateur, votre dynamisme et votre sens du service feront la différence.

INGÉNIEUR D'APPLICATION ASIC

Vous possédez une bonne connaissance des ASIC, de leurs outils de développement et de leurs applications. Vous prendrez en charge les actions nécessaires à la conception de produits et au support technique de nos clients, en collaboration avec les ingénieurs commerciaux et marketing et notre centre de Munich. Vous organiserez des présentations pour la gamme de produits ASIC et leurs méthodologies de développement associées. Vous avez une première expérience en conception d'ASIC, parlez couramment anglais et aimez l'autonomie, créativité et sens des priorités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant le poste choisi à Catherine Engelbert, Motorola Semiconducteurs Commerciale S.A., 2, rue Auguste Comte, BP 39 - 92173 Verres Cedex.



MOTOROLA
Semiconducteurs Commerciale S.A.

Ingénieur Commercial



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Nous recherchons pour notre Division Eclairage France, située à BOBIGNY (93), un Ingénieur Commercial.

Chargé de suivi des produits en développement et de série, vous assurerez la gestion économique des dossiers (appels d'offre, argumentaires...) et l'interface entre nos clients et les services concernés de notre Division (études, achats, qualité, méthodes, logistique...).

Vous participerez aux différentes phases des négociations et fournirez les recommandations nécessaires à la réussite de la conclusion des marchés.

De formation Ingénieur Généraliste (Mines, Centrale, ...) ou Grande Ecole de Commerce (ESSEC, HEC...), vous possédez nécessairement une première expérience technico-commerciale en milieu industriel et parlez couramment deux langues étrangères dont l'anglais.

Pour réussir dans cette fonction et satisfaire les exigences de nos clients, nous requérons un sens développé de la communication et de l'écoute, une personnalité à la fois convaincante et rigoureuse et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à Jean-Claude HELMER, VALEO ECLAIRAGE FRANCE - 34, rue Saint André 93018 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde

Valeo
L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

SECTEURS DE POINTE



IMAGINER LE MICROPROCESSEUR DU FUTUR

**Au deuxième rang
européen dans le secteur
des semi-conducteurs avec
1,6 milliard de dollars de
CA et des implantations
mondiales, nous occupons
17 000 personnes dans
15 unités de production
(Europe, Amérique, Asie),
8 centres de recherche
avancée, 25 bureaux
d'études et 44 bureaux
de vente.**

Concepteurs en micro-électronique débutants ou confirmés

Notre croissance et notre profitabilité nous permettent d'envisager une stratégie offensive. Forts de l'expérience réussie avec notre transputer, nous lançons un vaste programme paneuropéen de conception d'une nouvelle génération de microprocesseur à grande capacité de calcul en parallèle. Ce programme sera associé à une technologie submicronique (0,35 µ) permettant l'intégration de 10 millions de transistors sur le même circuit. Ce nouveau produit permettra ainsi d'apporter des capacités exceptionnelles de calcul de très haut volume pour des applications générales, en particulier dans le domaine de l'informatique (Unix, Windows) et des communications.

Dans ce cadre, nous recrutons pour notre site de CROLLES (Grenoble) où se trouve notre usine modèle, des **Concepteurs en micro-électronique débutants ou confirmés**. Ingénieur en électronique, vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la conception de circuits intégrés. Une très bonne connaissance des ASIC's, la maîtrise des outils CAO associée éventuellement à celle de l'architecture des calculateurs sont les principaux atouts pour réussir dans votre mission. Vous trouverez dans ce projet de très grande envergure un enjeu à la mesure de votre compétence et des perspectives de carrière internationale exceptionnelles.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. M464 à notre Conseil CRITERE 4 rue du Général Lanrezac 75017 PARIS.

Société multinationale très implantée
en Europe et au Canada
recherche

Jeune Ingénieur de formation Arts et Métiers ou équivalent débutant/première expérience

Au sein du service Recherche, rattaché au Directeur Technique, vous aurez pour mission :

- dans un premier temps :
 - de prendre connaissance de toutes les idées déjà réalisées,
 - d'assurer la coordination entre les différents services.
- dans un deuxième temps :
 - de faire bénéficier les produits existants des dernières évolutions technologiques,
 - de développer et de mettre au point de nouveaux produits dans le domaine des "arts ménagers".

Une bonne connaissance du dessin et de la CAO est nécessaire. Le goût de la perfection et une grande faculté d'adaptation vous permettront de réussir vos missions.

Le poste est basé à Paris. Rémunération très attractive.

Merci d'adresser CV, photo et lettre sous réf. n° 158 à GENERAL MEDIAS. Véronique FREY, 15 rue Léopold Bellan, 75002 PARIS.

Division de GENERAL MOTORS FRANCE, nous développons et produisons pour différents constructeurs automobiles des systèmes de climatisation et de chauffage, ainsi que des radiateurs. Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons pour notre Service Engineering un



INGENIEUR THERMIQUE CONFIRME Poste basé en Champagne-Ardenne

Missions et Responsabilités
Vous assurez l'interface technique entre nos clients, notre centre de développement et l'unité de production. Vous êtes chargé de coordonner les programmes de recherche et d'industrialisation en fonction des contraintes et des délais imposés. Vous participez personnellement à l'élaboration des solutions techniques.

Profil
Ingénieur de formation, vous bénéficiez, à 30 ans environ, d'une bonne expérience dans le domaine thermique (automobile ou autre). Homme de contacts autant que de technique, vous saurez développer une synergie entre les différents services intervenant dans vos projets. Bien entendu vous maîtrisez l'anglais. Une deuxième langue (Allemand - Espagnol...) serait également très appréciée.

Offre
Nous vous proposons d'intégrer un cadre de travail agréable au sein d'un environnement technique de pointe. Nous mettrons à votre disposition tous les moyens nécessaires à la bonne marche de votre mission. A terme, vous pourrez bénéficier de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 2072 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE. Fax : 41 41 00 15.

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

CHARGES DE SECTEUR

Nous sommes filiale d'un groupe de télécommunication. Pour faire face à notre croissance, nous recherchons deux ingénieurs commerciaux chargés de secteur.

De formation supérieure, fort d'une expérience réussie de la vente dans le domaine des réseaux de transmission de données et des couches applicatives, vous savez appréhender les besoins des prospects et en conduire l'analyse. Rampe aux contacts, votre approche commerciale de type "projet" vous permettra d'assurer la coordination d'unités tierces dans le souci constant d'optimiser les objectifs de Chiffre d'Affaires.

Nous rejoindrons, c'est l'opportunité de valoriser vos compétences en vous affirmant comme l'adjoint de notre Direction des Ventes, ce qui implique la prospection de votre secteur d'activité en collaboration éventuelle avec les autres entités du Groupe (Service de Grands Comptes par exemple), ainsi que le reporting et l'établissement des prévisions des ventes.

Par ailleurs, de par votre aisance commerciale et votre sens des affaires vous saurez coordonner la production de propositions et de réponses aux appels d'offres afin de mener à bien les négociations jusqu'à la signature de la commande ou des contrats.

Votre parfaite présentation alliée à vos qualités d'expression orale et de rédaction (Anglais professionnel exigé) seront vos points forts pour nous représenter lors de salons, séminaires et, à l'occasion, y effectuer des présentations.

Pour ces postes, basés à Paris et à pourvoir immédiatement, nous offrons une rémunération stimulante composée d'un fixe + variable, selon expérience.

Pour nous rejoindre, faites nous part de votre motivation en adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. EL/020 à : EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX ou par Minitel 3616 EUROMES code EL020

EUROMESSAGES

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

JEUNE INGENIEUR ENSAM-CENTRALE...

VANNES

LE CREDIT
AGRICOLE
DU MORBIHAN
1^{re} banque
du département
150 points
de vente
900 collaborateurs
Résultat net 92 :
104 MF
6000 journées
de formation
par an,
recherche



ou de formation initiale similaire. Le bon sens veut que nous préparions l'avenir en intégrant, dès à présent, dans notre organisme, un jeune ingénieur à fort potentiel, soucieux de développer son projet professionnel dans le milieu bancaire. Dans un premier temps, les études qui lui seront confiées, lui permettront de s'initier aux produits bancaires et à la connaissance des structures, puis, progressivement, la conduite de projets liés au développement de la micro-informatique, de la bureautique lui faciliteront l'accès à des postes de management opérationnel. La capacité à mettre en place des relations interpersonnelles de qualité seront déterminantes dans le choix du candidat retenu. Veuillez adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. JI/CAM 56 à Monsieur le Responsable du Personnel - CREDIT AGRICOLE DU MORBIHAN - avenue de Keranguen - 56956 VANNES CEDEX.

Ingénieurs d'Affaires Réseaux locaux

Rejoindre MATRA COMMUNICATION, deuxième constructeur et distributeur en Télécommunications, c'est la certitude d'intégrer des équipes performantes et innovantes.

Rattaché à une Direction Régionale, vous serez chargé de commercialiser et de promouvoir le concept MATRA COMMUNICATION.

Agé de 25/35 ans, de formations supérieures commerciale et technique, vous possédez impérativement une expérience de plusieurs années dans le monde informatique et/ou micro-informatique et des réseaux.

Pour ces postes basés dans les régions NORD, ALSACE, LORRAINE, merci d'adresser votre dossier de candidature à Florent Framery

MATRA COMMUNICATION
Zone du pré-coteau
1 rue Descaillie
59110 La Madeleine



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT